

Tribune socialiste

N° 380 / 12 SEPTEMBRE 1968 / PRIX 1 F



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



LA FRANCE VA-T-ELLE VERS UNE RÉVOLUTION ?

Michel Rocard

Depuis près de 180 ans, la France cherche un équilibre politique stable. Elle a cru le trouver avec la III^e République, mais ce n'était, pendant les vingt dernières années de son existence, qu'une apparence. En fait nos quatre Républiques, même après de brillants débuts, ont toutes été trop faibles pour résister à des événements graves, et l'habitude s'est prise de recourir à de grands hommes ou à de grands noms — les deux Napoléon, Pétain,

De Gaulle — pour sortir le pays d'une crise momentanée. Jusqu'ici aucun de ceux-ci n'a réussi à assurer sa succession de manière efficace ; au contraire ces successions ont toutes été marquées par des bouleversements importants.

Le gaullisme est-il un bonapartisme classique ? Est-il une étrange conjonction du recours au grand nom et du maintien en vie d'une République impotente ? Va-t-il au contraire être capable, tirant à son pro-

fit certaines leçons du mouvement de mai, d'apporter à la France les changements nécessaires pour en faire un pays capitaliste moderne, et par là stable encore quelque temps jusqu'à ce que de nouvelles contradictions l'amènent au socialisme ? Telle est la partie qui va se jouer cet automne, et telle est la vraie question que chacun se pose en se demandant si « ça va recommencer ? »

(suite page 2)

Prague 68

Pierre Naville

•
Déclaration du
P. S. U.

•
Textes de
Dubcek

Le Bon Dieu et les canards sauvages

Roland Cayrol

Une rentrée incertaine

Jacqueline Giraud

Abraham Béhar

Exclusif :

Ce qui fut dit à Villeurbanne

Face à la même vengeance

Philippe Laubreaux

(suite de la page 1)

Pour tenter de savoir ce qui est le plus probable, il faut d'abord éclairer ce qui s'est passé.

La France n'a jamais été un pays marqué par le dynamisme économique. Cela explique qu'à chaque phase de son histoire, l'intervention de l'État ait été nécessaire pour mettre au jour les formes nouvelles de la société en gestation. Les « missi dominici » de Charlemagne, les intendants de Louis XIV, les représentants en mission de la Convention, les préfets de Bonaparte et de nos Républiques successives n'ont pas eu d'autre rôle. Mais jamais les couches conservatrices du pays n'ont, comme elles ont su le faire en Angleterre et aux États-Unis, joué le jeu du changement et du développement.

Bien au contraire elles ont toujours tenté de maintenir le plus longtemps possible les privilèges hérités des formes de production dépassées, ne cédant devant l'émergence de rapports nouveaux qu'après de dures résistances. La Fronde, la Révolution de 1789, les Journées de 1830 et de 1848, la Commune sont autant d'étapes de cette histoire toujours recommencée.

Ce sont ces conflits qui firent un jour dire à Marx que la France est le seul pays du monde où les luttes de classes furent toujours poussées jusqu'à leur terme.

Fidèle à sa stratégie de conservation sociale sans compromis, la droite française a utilisé la démocratie électorale pour consolider ses privilèges et se mettre à l'abri des risques qu'engendre le progrès économique et social. C'est ainsi que le tarif protectionniste de Méline a petit à petit conduit la III^e République à une quasi-paralysie économique qui a provoqué son effondrement en 1940, alors que d'autres régimes résistaient à la défaite.

La nécessité d'un équilibre économique et social plus dynamique fut tellement évidente à la libération qu'elle engendra une nouvelle alliance de forces sociales : c'est une coalition des éléments modernes du grand capitalisme avec la direction de l'appareil économique et financier de l'État qui imposa à la France un développement industriel rapide. Cette coalition n'hésita pas à faire payer les charges de ce développement par l'inflation, faute de pouvoir imposer les réformes fiscales nécessaires à un Parlement où les forces conservatrices sont toujours restées majoritaires, même à travers les partis de gauche (que l'on pense à la défense des bouilleurs de cru !). Mais cette coalition n'était puissante qu'en matière de politique financière intérieure, elle n'a pu imposer à temps au Parlement, c'est-à-dire à toutes les couches conservatrices du pays, les décolonisations nécessaires ni en Indochine ni en Algérie. Ainsi mourut la IV^e République.

Le gaullisme à ses débuts réduisit les pouvoirs du Parlement, et parut vouloir renforcer encore la coalition du grand capital et de l'appareil d'État, pour continuer à infliger le développement capitaliste à un pays qui dans sa majorité n'en voulait pas.

Mais il lui a fallu une base sociale et un électorat. Il n'a pu la trouver que dans la droite française la plus classique. Et cette base sociale du gaullisme, soucieuse de préserver la spéculation foncière, les rentes parasitaires excessives des notaires, de certains pharmaciens, des promoteurs, de la grande agriculture concentrée, protégée par les prix consentis à la petite exploitation, soucieuse aussi de protéger un système d'enseignement parfaitement conservateur, a manifesté à partir des années 1960 un mécontentement croissant devant les tentatives technocratiques du gaullisme dans ce qu'il avait de moderne.

Le grand artisan de la réconciliation du gaullisme et de la droite classique, quoi qu'il en dise aujourd'hui, est Giscard d'Estaing. Tirant argument d'un des cahots engendrés par cette politique de développement à base monétaire, la crise d'inflation de 1963, il a utilisé la nécessité très réelle pour la France de s'ouvrir à un commerce international croissant et donc d'assurer la stabilité de ses prix, comme un prétexte pour briser les mécanismes du développement français depuis la guerre. S'appuyant sur la vieille hostilité à l'État qu'a toujours manifestée la droite française, il s'y est cherché un électorat en lui donnant des satisfactions importantes. Il a de la sorte démantelé les moyens financiers de l'État pour satisfaire les banques mais a du coup freiné les investissements. Il a limité le déficit budgétaire pour satisfaire les conceptions désuètes de la droite poujadiste mais a du coup empêché l'État de faire face à ses charges en matière de développement urbain, de recherche scientifique, de Sécurité sociale et

surtout d'enseignement. Il a enfin canalisé les pulsions nationalistes du Général Président vers l'idée absurde d'attaquer les États-Unis sur le front monétaire, ce qui obligeait la France, comme le fait l'Angleterre depuis vingt ans avec les tristes résultats que l'on voit, à sacrifier à tout moment son expansion à sa monnaie. Cela a provoqué la montée du chômage dans un pays qui ne le connaissait pas.

Ce nouvel équilibre était franchement réactionnaire. S'il a tenu cinq ans, c'est uniquement parce qu'à l'inverse d'un patronat qui n'a jamais cessé de violer cyniquement la légalité en matière de droit social, la classe ouvrière de notre pays restait étonnamment respectueuse dans ses formes de lutte, de lois et règlements pourtant tournés contre elle. Mais le mécontentement devant une politique aussi scandaleuse s'accumulait.

L'explosion a commencé dans le secteur universitaire, parce qu'il était le plus affecté par cette politique de conservation sociale systématique. Et l'explosion étudiante a montré à la classe ouvrière que l'action payait. De là l'énorme mouvement de grèves que nous avons connu.

La carence des directions traditionnelles de la gauche n'a pas permis que la crise serve à mettre en place un gouvernement plus conforme aux intérêts du pays, et le gaullisme reste en place, apparemment renforcé. Mais ce n'est qu'une apparence.

Car les conséquences du mois de mai sont nombreuses :

1° La vieille université est morte, et la création d'une nouvelle université ne peut se faire qu'à travers d'après conflits, déjà visibles.

2° Un très grand nombre de Français ont pris conscience de ce que le système capitaliste connaît toujours de graves contradictions, et que des solutions socialistes sont plus nécessaires que jamais.

3° Les forces qui sont entrées en lutte ne sont pas représentées au Parlement. Les arbitrages se feront donc ailleurs : dans les commissions consultatives du régime, ou à défaut dans la rue, le choix appartient au gaullisme.

4° Les deux grands équilibres sur lesquels a vécu la France depuis la guerre sont brisés. Le premier, celui du développement par l'inflation, parce que le gaullisme l'a détruit avec le plan de stabilisation, le second, celui qui consistait à augmenter les privilèges des couches parasitaires, parce que les travailleurs ont refusé d'en faire les frais et ont arraché les accords de Grenelle.

La principale victime des accords de Grenelle n'est pas la petite bourgeoisie traditionnelle, toujours maîtresse du système, mieux représentée que jamais au Parlement, et qui est en train de se fabriquer un outil politique sous la direction de Robert Poujade. Ce n'est pas non plus la classe ouvrière : les augmentations de salaires sont réelles et importan-

tes. C'est le grand capitalisme moderne, qu'il soit français ou international.

Amputé d'une part importante de ses profits, donc de ses possibilités de croissance, il va tenter de prendre sa revanche. Il peut le faire en revenant aux méthodes de la libération : planification secrète organisée en collusion avec l'appareil d'État et grâce à l'inflation. Mais le gaullisme ne renonce pas à ses rêves. Il a pris le risque fantastique de supprimer le contrôle des changes avant d'avoir reconstitué les conditions d'un développement intérieur équilibré. Avec les charges résultant de Grenelle, le grand capital ne peut accepter une politique « orthodoxe ». Cela ouvre la perspective de conflits graves dans l'appareil gaulliste.

À l'Université il en va de même. Edgar Faure, et avec lui les forces modernes du capitalisme, savent que la France a besoin d'urgence d'une université efficace. S'il faut pour cela mettre à bas le pouvoir mandarinal des parvenus parmi nos chers professeurs, soit. Il espère faire accepter la chose en maintenant l'interdiction des libertés politiques et syndicales à l'Université. Mais notre vieille droite, appuyée par de nombreux enseignants conservateurs, même s'ils votent S.F.I.O. ou P.C., ne l'entend pas de cette oreille, et la bataille est ouverte comme le montrent les déclarations publiques de Robert Poujade.

La lutte est donc commencée à l'intérieur même du gaullisme. La petite bourgeoisie réactionnaire peut gagner : le régime tournera le dos à l'expansion, deviendra plus répressif et policier. C'est l'assurance d'une nouvelle explosion. Le grand capital moderne peut gagner. C'est le « dialogue », en fait l'affrontement pied à pied dans tous les lieux de pouvoir, mais l'évolution sans cahots, au moins pour un temps. Il faut alors savoir ne pas s'arrêter en chemin.

Ce n'est pas le mouvement socialiste qui peut choisir, c'est le gaullisme. Les forces socialistes ne peuvent provoquer les transformations sociales, mais elles peuvent saisir les occasions pacifiques ou violentes... ou les manquer. La parole est au gaullisme. Il va falloir déterminer vite les terrains de lutte qu'il nous ouvre.

Un parti socialiste doit savoir poursuivre les mêmes buts dans l'une ou l'autre situation, et utiliser les moyens que la stratégie du pouvoir l'oblige à utiliser. Les conditions du succès, c'est de savoir analyser correctement la situation et d'employer la bonne stratégie. C'est plus encore d'amener à la lutte socialiste un nombre croissant d'hommes, attirés moins par un romantisme dépassé ou un goût morbide de la violence que par la volonté résolue de construire par tous moyens que les circonstances imposeront une société socialiste libre. L'expérience tchèque laissait entrevoir il y a encore peu de semaines à quel point cette espérance pouvait provoquer l'enthousiasme de tout un peuple. □

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique

Christian Guerche

Directeur adjoint

Claude Glayman

Rédacteur en chef

Eric Bergaire

Rédaction

81, rue Mademoiselle
Paris-15^e - Tél. : 306-22-60

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'Administration

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

Elysée

Le Bon Dieu et les canards sauvages

Roland Cayrol

Mesdames, messieurs, je me félicite de vous voir ». Avons-le, on avait presque oublié le général, préoccupés ou perplexes devant les habiletés d'Edgar Faure ou les outrances de Raymond Marcellin, nous prenions l'habitude d'une vie politique où le chef de l'Etat se taisait. Il a parlé. Est-il permis de dire ici qu'il est somme toute réconfortant d'entendre parler un homme d'Etat, même de droite, même adversaire implacable comme il l'est. Il est satisfaisant que l'homme qui dirige la V^e République assume lui-même toutes les contradictions de son équipe, et se fasse lui-même tour à tour Edgar Faure et Marcellin. Il n'y a pas ainsi d'ambiguïté possible. Il n'est pas question de s'en prendre à la politique de tel département ministériel, pour approuver telle autre, et se demander laquelle l'emportera : la politique gouvernementale est un bloc, et critiquer l'un des aspects fondamentaux de cette politique, c'est bien, le général a raison, s'opposer au « pouvoir gaulliste ».

« Cette crise fut grave...
J'attendais »

L'analyse de la crise de mai-juin par le Président de la République est intéressante à plus d'un titre. Certes, il la trouve « morbide » alors que nous fûmes « heureux », il n'y a pas lieu d'insister là-dessus, nous savions que De Gaulle n'était pas membre du PSU. Mais aussi il dit que ce fut une « crise nationale » et que cette « crise fut grave ». En comparaison des déclarations léni-fiantes d'un Raymond Aron sur cet « accident universitaire » ou de maint candidat gaulliste du mois de juin, le Chef de l'Etat semble avoir pris une plus juste mesure de l'ampleur de la secousse.

Cette secousse, pour ce qui est des entreprises, elle lui semble due à « des confédérations syndicales dont il ne semble pas qu'elles puissent parvenir à se dépolitiser ». Soulignons le terme de *confédérations*. Et nous qui pensions depuis des années, amis de la CFDT, que vous mettiez bien du temps à vous « politiser » ! Et nous qui croyions qu'en mai, la base n'avait certes pas attendu d'hypothétiques consignes syndicales pour se mettre en action ! Non, le général l'a dit, les racines du mal, ce sont les directions syndicales et elles en seront punies : la « participation » dans l'entreprise se fera sans elles... Passant au plan politique, De Gaulle rend un hommage indirect à ceux qui avaient cru possible la formule du gouverne-

ment de transition; il le dit clairement : « il est certain que c'est bien là ce qui se serait passé si de gré ou de force j'avais cessé d'exercer mes fonctions ». L'idée n'était donc pas si stupide ?

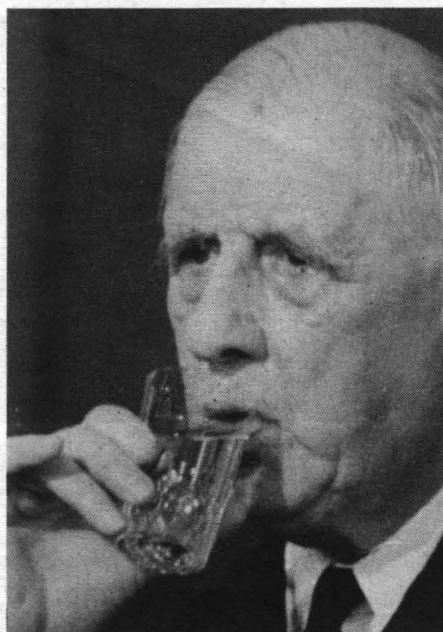
Enfin, dernier aveu, prodigieux. Que faisait le Président de la République pendant cette « crise nationale » ? Réponse : « J'attendais. J'attendais que les choses s'éclaircissent aux yeux de la nation, j'attendais ce moment-là pour agir en grand, sachant bien, sentant bien que jusque-là l'affaire était insaisissable ». Quand on sait l'image que le général se fait de lui, même lorsque la nation est en péril, l'aveu, c'est le moins qu'on puisse dire, a de quoi surprendre...

L'élan vital

Le gaullisme que nous a présenté De Gaulle, ce 9 septembre, c'est un gaullisme satisfait, sûr de lui, de son avenir : « aucun système de pensée, de volonté, d'action, ne saurait inspirer la France ». C'est aussi, paradoxalement, un gaullisme humble, se réclamant de la tradition nationale, empruntant le vocabulaire politique de la droite : « Cette entreprise, si depuis 1940 on l'appelle gaullisme, n'est que l'expression contemporaine de l'élan de notre pays, une fois de plus ranimé vers un degré de rayonnement, de puissance, d'influence, qui réponde à sa vocation humaine au milieu de l'humanité ». Pour ce qui est de l'organisation institutionnelle du gaullisme, rien de bien nouveau. C'est un domaine d'ailleurs où le général a peu varié. Depuis le discours prononcé à Bayeux le 16 juin 1946, ses conceptions institutionnelles, fixées une fois pour toutes, n'ont subi que de légères retouches, mise à part la réforme du mode d'élection du Président de la République. Le 9 septembre, concernant le Premier ministre, De Gaulle n'a fait que redire ce qu'il avait dit, déjà, dans sa conférence de presse du 31 janvier 1964. A chaque déclaration, des professeurs de droit font mine de découvrir un bouleversement dans les conceptions gaulliennes en la matière, mais ce sont des tartuffes ou des oublieux : le général nous a dit depuis longtemps à quoi il fallait nous attendre. Tout au plus savons-nous un peu mieux aujourd'hui que Georges Pompidou est bon pour la réserve (de la République...).

La participation :
ouvriers, actionnaires et préfets

Sur les projets de réforme du Sénat et des régions, De Gaulle ne nous



L'esthétique de la contradiction.

en a pas non plus beaucoup appris. Il a tenté de justifier la constitutionnalité de cette réforme par la voie du référendum en affirmant qu'il eût été « inconvenant » d'attendre du Sénat qu'il se trucidât, ce qui est divertissant mais bien peu convaincant pour un juriste. Sur le fond, si la critique du Sénat était évidemment facile et assez bien venue, les propositions laissent rêveur sur le sens exact de la *participation*, désormais suprême espoir et suprême pensée du régime. Comment faire participer les Français au plan national ? La réponse : par un Sénat économique rénové et donneur d'avis apparaît franchement dérisoire. Mieux : comment justifier la régionalisation ? Réponse : « il faut maintenant que, par la décentralisation, les préfets de région disposent (*sic*) de moyens administratifs adéquats » : le jacobin Michel Debré doit être rassuré ! Comment assurer la participation dans les entreprises ? M. Couve de Murville avait déjà donné sa définition la semaine dernière à la délégation confédérale de la CFDT : « Il s'agit, avait-il dit, d'organiser une plus large discussion, sur la base d'une meilleure information. C'est tout ». C'est bien tout en effet : le rôle des syndicats, que l'on souhaite élargir jusqu'à l'intégration au niveau régional et national, est purement et simplement nié dans l'entreprise. Pour le reste, il ne s'agit que de prévoir une participation aux bénéficiaires, et « d'organiser par la loi l'information régulière de tous sur la situation et les perspectives de l'affaire à laquelle ils apportent leur travail, comme cela est fait pour les actionnaires qui y engagent leur argent. » Comme cela est fait pour les actionnaires : le président du CNPF lui aussi doit respirer : il ne s'agissait que de cela !

L'Université,
une affaire d'Etat

Sur les problèmes universitaires, De Gaulle apporte son soutien à la politique d'Edgar Faure, « si qualifié à tous les titres », en même temps qu'il légitimise les inquié-

des de Robert Poujade, en jugeant « intolérable... l'utilisation pour des propagandes, des confrontations ou revendications politiques, des enceintes et des temps qui sont consacrés aux études. » Ici, comme dans l'ensemble de sa conférence de presse, mais ici surtout, le chef de l'Etat redécouvre les thèmes de la droite classique : ordre et liberté. Des libertés, des réformes, certes. Mais une remise en cause de l'ordre existant, la politique en tant que telle à l'Université, pas question. L'Université, c'est, comme l'ORTF une « affaire d'Etat », avec la confusion désormais couramment entretenue entre Etat, nation et gouvernement : « l'Université est faite pour la nation. Cela veut dire que l'Etat, le gouvernement, doit y exercer son impulsion et son autorité... » Voilà des propos bien inquiétants...

Le général et les blocs

En politique extérieure, le général a réaffirmé, en termes plus mesurés que d'habitude, la nécessité pour la France de mener une politique « d'indépendance nationale », et son interprétation de la guerre du Biafra, sa condamnation de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, sa dénonciation de la prépondérance américaine en Europe, son refus de la supranationalité, ne manquent assurément pas d'intérêt. Le rappel de ses propres positions depuis 1944 ne laissera cependant pas d'étonner les historiens. Est-ce bien contre la politique des blocs que De Gaulle s'est toujours élevé ? N'est-ce pas plutôt contre le fait que, dans le bloc occidental, la France soit soumise à Washington ? Comment expliquer autrement le fait que, fin 1958 encore, le général ne soit candidat qu'à un « directoire à trois » du monde Atlantique... C'est en fait au cours des années 1960 qu'est née la conception gaulliste actuelle en matière internationale, du fait des refus américains aux prétentions du général. Tous les aspects du gaullisme ne datent pas de juin 1940.

Il faut relever pour terminer qu'il ne fut point question des problèmes actuels de la presse dans cette conférence de presse. Bien sûr, la condamnation par De Gaulle de la « mise en condition » de l'opinion par la presse en mai-juin est ridicule : c'est un travers bien connu des hommes politiques d'expliquer leurs échecs par l'incompréhension ou la trahison des journalistes. Mais n'est-il pas, en revanche, fort étonnant que, sur un millier de journalistes conviés à poser des questions au chef de l'Etat, il ne s'en soit pas trouvé un seul pour l'interroger, fut-ce symboliquement, sur le problème de l'ORTF ?

Pour notre part, monsieur le Président, nous savons bien que nous sommes des canards sauvages. Nous ne nous prenons pas pour le Bon Dieu : nous savons que, dans le régime, le Bon Dieu c'est vous. Ce que nous traduisons par un slogan très simple : « De Gaulle, responsable ».

Economie

Un bon budget

Jacques Malterre

La présentation du budget de l'Etat pour 1969 a été accueillie par une hausse générale de la Bourse. Il y avait de quoi. Tout, ou presque, a été fait pour satisfaire les « milieux » patronaux et financiers. Les mesures prises pour aider les entreprises correspondent à ce qui était réclamé à cor et à cri par le CNPF et en prime — merveilleuse surprise — le gouvernement a rajouté la suppression du contrôle des changes qui chagrinait les capitalistes de tous poils.

Un cadeau royal

Depuis mai 1968 c'est-à-dire depuis Grenelle et les grèves, les patrons français versent de grosses larmes de crocodiles en expliquant que les pertes dues aux grèves et aux hausses de salaires consenties aux syndicats les mettent au bord de la faillite.

Il est parfaitement vrai qu'une hausse brutale de 10 % des salaires et des cotisations sociales ne peut être réellement obtenue et maintenue sans augmentation des prix et sans forte réduction des investissements que si en même temps on procède à des réformes de structure très profondes.

Fautes de réformes, le patronat a fait admettre que Grenelle ne devait rien lui coûter. Pour cela trois moyens sont employés :

— augmentation de la productivité : on accroît la production sans augmenter les effectifs de travailleurs; la reprise des affaires vient à point nommé pour cela;

— augmentation des prix : le gouvernement a annoncé qu'il essaierait de limiter la hausse des prix à 3 %; du coup la plupart des industriels ont compris qu'ils avaient le droit d'augmenter leurs prix d'au moins 3 % et beaucoup d'entre eux ont déjà publié de nouveaux barèmes avec des hausses qui vont de 3 % à 10 %!

A Grenelle chacun savait bien que cette hausse des prix était inévitable si on ne prenait pas de sévères mesures de contrôle; ou bien si on ne brandissait pas la menace de l'échelle mobile des salaires; mais comme la plupart des « négociateurs » syndicaux étaient pressés d'en terminer, ils n'ont posé aucune exigence sur la stabilité des prix. Maintenant que la pression ouvrière a diminué il est évidemment beaucoup plus difficile de faire reculer le gouvernement et le patronat.

Hausse des prix et hausse de la productivité permettaient de couvrir les nouvelles charges salariales. Cependant cela ne suffisait pas au pa-

tronat qui a brandit la menace de la grève des investissements, et la menace politique tout court pour obtenir en plus des « allègements » fiscaux.

Après une faible résistance, le gouvernement a encore cédé devant les exigences patronales et il a prévu dans le budget des réductions d'impôts sur les salaires et sur les achats d'équipements qui vont économiser 3,3 milliards aux entreprises. On comprend que les boursiers aient salué ces mesures avec joie — elles vont permettre d'accroître fortement les profits en 1969.

Des économies mal venues

S'étant montré généreux pour les patrons, le ministre des Finances qui voulait tout de même limiter le déficit budgétaire pour ne pas effrayer les milieux financiers internationaux, a été obligé de rogner sur d'autres postes budgétaires. La tâche était rude car il devait aussi augmenter les crédits de 3,15 milliards pour les subventions agricoles promises aux dirigeants de la FNSEA en remerciement de leur bonne attitude en mai-juin.

Des économies il en a trouvées sur le dos des fonctionnaires. Comme il estime qu'ils ont été bien servis en 1968 il ne prévoit qu'une hausse de 1,5 % par fonctionnaire en 1969; il en a également réalisées en limitant très strictement les dépenses d'équipements collectifs; à telle enseigne que plusieurs ministres considèrent que le V^e Plan est abandonné (santé, autoroutes).

Enfin bien sûr l'aide au Tiers-Monde a été allègrement sacrifiée; en revanche le budget militaire augmente encore de 5 %.

Pas de réforme fiscale

Du côté des recettes on voit bien apparaître la sollicitude dont le gouvernement a fait preuve à l'égard des sociétés; tandis que les impôts sur les revenus augmentent de 12 % ceux sur les sociétés diminuent de 8 %. Enfin les impôts sur la consommation rapporteront 4,2 milliards; des hausses sont prévues notamment sur l'essence, la bière et les eaux minérales.

L'impôt sur le revenu fait l'objet d'une légère correction de barème qui va dans un sens correct (relèvement pour les hauts revenus, abaissement pour les revenus modestes) mais en revanche rien n'est anoncé pour répartir plus justement l'impôt entre salariés et non salariés.



Les frères désunis.

A.F.P.

Il faut aussi se demander si les recettes prévues par le gouvernement n'ont pas été surestimées. M. Couve de Murville a annoncé que l'augmentation de la production nationale serait l'année prochaine de 7 %. Le budget n'est pas seulement un ensemble de recettes et de dépenses publiques, il est aussi un instrument pour freiner ou accélérer l'activité économique. L'existence d'un

déficit budgétaire peut favoriser la relance de la demande mais si par ailleurs la hausse des prix réduit le pouvoir d'achat des familles l'expansion risque d'être compromise et de tomber en dessous de 7 %; alors les prévisions fiscales deviennent fausses, mais aussi, ce qui est plus grave, le chômage risque de reprendre son ascension; qu'importe nous aurons eu un « bon budget ». □

F.G.D.S.

La rentrée de Guy Mollet

Didier Hüe

Encore trois congrès à la Fédération et comme 1965-66-67, 1968 verra les trois familles de la FGDS discuter organisation. La fusion est à l'horizon, proclame-t-on; c'est vraiment loin... Mais faire vivre la Fédération n'est pas une tâche facile : mai et juin l'avaient bien affaiblie. Durant tout l'été, des tendances contradictoires se développaient. Les radicaux, prudents et toujours fidèles à eux-mêmes prenaient leurs distances : le centrisme est bien attrayant. Les conventionnels, quant à eux, quelque peu malmenés par les élections mais toujours en quête de sensationnel, échauffaient des plans de renouveau. Au centre, Guy Mollet, attentif, observait.

Le drame tchécoslovaque éclate et l'attitude ambiguë du P.C. français plaça la Fédération, déjà aux prises

avec ses difficultés internes, dans une situation encore plus délicate. Comment poursuivre une politique d'union avec un parti qui, s'il réprovoque l'intervention soviétique, se félicite de l'accord qui en résulte, qui, s'il condamne ce type de rapport entre « partis frères », ne met pas en cause le système qui l'engendre? Belle occasion pour certains de rompre enfin une alliance compromettante et de ressusciter la grande Fédération.

Malgré tout, Guy Mollet estime positive la prise de position du PCF mais la base de la SFIO le contraint bientôt de mettre en demeure publiquement le parti communiste. Il doit choisir entre la fidélité à l'URSS et l'unité de la gauche française.

Là pourtant, n'est pas l'essentiel pour les fédérés. La rentrée politique approche et le comité exécutif

de la FGDS doit se réunir le 6 septembre pour délibérer des problèmes organisationnels. Après son retrait sur l'affaire tchèque, il convient pour Guy Mollet de reprendre l'offensive. Le club des Jacobins parle en termes flous, de réunir une Convention Constituante précédée par des assemblées de base; le secrétaire général de la SFIO propose plus clairement la création d'un parti issu de la fusion de la SFIO et de la Convention. Une voix, un homme, les adhésions directes, tels sont les deux principes directeurs. Il est prévu d'autre part, qu'une commission tripartite élaborerait les nouveaux statuts et que chaque organisation les ratifierait au cours de son congrès respectif.

Mais proposer un remède ne guérit pas pour autant le patient. Les radicaux sont hostiles et leurs représentants à la commission, précise M. Billières, ne seront là que « pour s'informer ». Ils préfèrent naturellement une formation multiforme leur permettant de survivre. Même les conventionnels sont réservés : le rapport de forces n'est pas

en leur faveur à la base. Mais surtout, certaines rumeurs les inquiètent : on prêterait à Guy Mollet l'intention de proposer la présidence du nouveau parti à Alain Savary. La réconciliation de la SFIO se ferait alors à leurs dépens : Mitterrand était leur Président...

Mais au fait, ces nouvelles structures, pour quoi faire? La Fédération n'a vécu, jusqu'à présent, que de motions d'organisation en motions de réorganisation, que de conventions en congrès. Il est, pour la victoire du socialisme, des luttes plus importantes à mener que de pondérer les voix d'un radical avec celles d'un clubiste. Le nouveau parti démocrate socialiste, s'il voit le jour, n'aura-t-il pas encore les mêmes cadres, la même pratique, la même orientation? Le 6 septembre, le bureau exécutif de la FGDS, malgré les réserves de la CIR, s'opposait à la suppression du Sénat « bastion de la défense de la démocratie contre les empiètements du pouvoir personnel ». Dans six mois, qu'y aura-t-il donc de neuf? □



Le roquet de la majorité.

A.F.P.

grève, Jean-Louis Barrault est évincé de l'Odéon pour délit d'opinion. Quant à l'Université, la mise en liberté provisoire de Krivine et de ses camarades n'est-elle pas qu'une demi-victoire pour E. Faure ?

Il semble que oui : au moment même, en effet, où le ministre de l'Education nationale défendait devant les membres de la commission des Affaires culturelles de l'Assemblée nationale le principe et certaines modalités du droit à la libre expression politique dans l'enseignement, le bureau exécutif de l'U.D. V^e unanime, suivait son secrétaire général et condamnait l'introduction de la politique à l'Université. Le Premier ministre lui-même, s'efforçait de rassurer les membres de l'instance supérieure du parti gaulliste sur les projets de son ministre. L'affaire tchèque, elle aussi, a suscité certains remous : les obsédés de l'anticommunisme auraient espéré une condamnation plus rigoureuse. Pourtant, elle n'a pas provoqué jusqu'à maintenant de graves divergences et Debré a obtenu la poursuite de la politique de détente.

Ainsi, à travers les luttes d'influence au sein de la majorité et les victoires du clan conservateur se dégage une des contradictions essentielles du gaullisme. De Gaulle a de grands projets : il veut reconstruire l'Université mais selon les plans d'E. Faure ou de Pujade ? réformer le Sénat, mais accordera-t-il de réels pouvoirs aux régions ? introduire la participation dans l'entreprise mais sera-ce au détriment du pouvoir capitaliste ? Une question fondamentale se pose alors à laquelle ni la conférence de presse du Président de la République, ni les journées parlementaires de l'U.D. V^e à La Baule ne pourront répondre : la majorité veut-elle vraiment réaliser les projets de De Gaulle ? □

U.D.R.

La majorité contre De Gaulle

Lucien Saintonge

Deux noms ont dominé la scène politique française durant l'été : Marcellin et Edgard Faure. Le premier a équipé les polices d'un matériel spécial anti-émeutes, mené l'enquête sur des groupements « révolutionnaires » et dévoilé, par la grande presse interposée, leurs plans de subversion ; au surplus, il a arrêté certains étudiants sous le prétexte de reconstitution de mouvements dissous. Il n'a qu'une préoccupation : maintenir l'ordre. Le second a réfléchi, consulté tant la multitude des groupuscules « modérés » que le SNE-Sup ; enfin, il a obtenu la libération des étudiants emprisonnés. Pour lui, il faut dialoguer et réformer. L'un est ministre de l'Intérieur, l'autre de l'Education nationale, tous deux appartiennent au même gouvernement et préparent la rentrée universitaire...

Le bâton et la carotte ? Politique traditionnelle et tout à fait complémentaire. Peut-être...

Vers la fin août, survient l'agression soviétique en Tchécoslovaquie. Michel Debré, ministre des Affaires étrangères déclare : « Ce n'est qu'un accident de parcours sur la route de la coexistence pacifique. » tandis que Jacques Baumel, ancien secrétaire général de l'U.N.R. ranime un climat de guerre froide et traite, devant l'Union inter-parlementaire mondiale, les Soviétiques de criminels et d'assassins.

Politique complémentaire ? c'est moins sûr.

Le gaullisme, en fait, n'est pas un et souffre, de par son origine, de nombreuses ambiguïtés. Déjà perceptibles durant la campagne électorale, pour les uns de Gaulle était le rempart de l'ordre contre l'anarchie, pour les autres il convenait d'assumer la Révolution avec lui, elles deviennent des contradictions au moment d'agir.

Au début juillet, deux conceptions s'affrontaient au sein même de la majorité à propos de l'Université ; elles révélait déjà deux styles, voire deux politiques. Alors qu'Edgard Faure, approuvé par David Rousset, analysait les carences évidentes de l'enseignement français, proposait des réformes positives telles que l'établissement d'un tronc commun de deux ans à l'entrée du secondaire et admettait même le principe de la liberté d'expression politique à l'Université, Robert Pujade qualifiait péremptoirement le mouvement de mai d'entreprise de subversion intellectuelle. L'auteur de cette formule est considéré depuis, par Tixier Vignancour, comme un grand spécialiste des question d'enseignement... Or, la prise de position du secrétaire général de l'U.D. V^e n'est pas isolée, mais incarne parfaitement la tendance dure de la majorité gaulliste. De nouveaux élus pleins de zèle suivent son exemple et deman-

dent, tel M. Boscher dans une question écrite, si E. Faure « ne joue pas le jeu de l'esprit progressiste » ou comme M. Catalifaud, dans une question orale avec débat « quelles mesures ont été prises par le gouvernement contre les fonctionnaires ayant eu une attitude antinationale au cours des événements de mai ».

Mais surtout, l'orientation défendue par Pujade ne l'emporte-t-elle pas déjà en tout domaine ? La répression sévit dans les entreprises des militants syndicaux sont mis à pied, à l'O.R.T.F. plus de cent journalistes ont été licenciés pour faits de

Communiqué du PSU

Le chef de l'Etat vient de faire le constat de son impuissance. En juin dernier il avait déclaré que la révolte de mai permettait d'engager des réformes profondes; il a montré aujourd'hui qu'il n'a pas les moyens d'imposer ces réformes.

Ainsi la participation dans les entreprises qui était présentée au mois de juin comme une troisième voie entre le socialisme et le capitalisme se réduit aujourd'hui à des distributions d'informations et de bénéfices. Des moyens de l'action syndicale dans l'entreprise, il n'a été nullement question. Bien au contraire le Président de la République annonce son intention de remettre en cause la représentativité des organisations syndicales.

Ainsi les représentants des centrales ouvrières seraient invités à prendre de lourdes responsabilités dans la nouvelle assemblée née de la fusion du Sénat et du Conseil Economique et Social et dans les Conseils régionaux, alors que les sections syndicales resteraient privées des moindres moyens de contrôle sur les décisions des chefs d'entreprise, notamment en matière d'emploi.

Sur le plan de l'Université, le chef de l'Etat a donné sa caution au projet de loi d'orientation. Dans leur version première, les propositions d'Edgar Faure prennent en charge certains des objectifs de la révolution de Mai : les atteintes portées au mandarinat par la modification des thèses ou la mise en cause des chaires; la reconnaissance de l'autonomie par le développement des départements, la réduction du rôle des recteurs, l'organisation de conseils élus sont certes des réformes urgentes. Il reste que rien n'est dit encore quant à la modification des examens, et les événements actuels prouvent à quel point la question est cruciale; il reste que le contrôle étudiant semble étroitement limité au domaine des œuvres sociales et de la pédagogie; il reste surtout que le refus du général de Gaulle de reconnaître les libertés syndicales et politiques au sein de l'Université et surtout le ton employé par lui rappellent dangereusement les roulements de tambour de l'Université napoléonienne qu'il prétend par ailleurs condamner.

Lundi 10 septembre - 21 h 30.

Déclaration du PSU

Le sens de notre solidarité

Dès qu'il a eu connaissance des événements de Tchécoslovaquie, le Bureau National du P.S.U. a élevé la plus ferme protestation contre l'agression soviétique. Dès le 21 août une délégation du Bureau National se rendait à l'ambassade tchécoslovaque, et appelait à soutenir une manifestation de protestation qu'organisait l'U.N.E.F. Le vendredi 30 août, un meeting à la Mutualité, permettait devant une salle comble, à Michel Rocard, Marc Heurgon, Jacques Sauvageot et Jean-Marie Vincent, de dire quel était le sens de notre solidarité. Le présent texte du Bureau National la précise et la résume.

La tentative de renouvellement politique et social qu'avait amorcée le parti communiste tchécoslovaque depuis janvier dernier avait soulevé un immense espoir parmi les forces socialistes du monde entier. En critiquant le passé stalinien, en recherchant un contact plus étroit avec les masses, en essayant de mettre fin à la tutelle bureaucratique exercée sur le pays, la direction du parti, rassemblée autour de Dubcek, donnait l'espoir que seraient enfin attaquées à la racine les différentes formes de l'exploitation de l'homme par l'homme. Sans doute subsistaient-il en Tchécoslovaquie des forces opposées plus ou moins ouvertement au socialisme, comme il en existe dans tous les pays socialistes, mais ce n'est certainement pas avec des baïonnettes étrangères au service du conservatisme stalinien qu'on peut les combattre efficacement. Sans doute le gouvernement et le peuple tchèques devaient-ils affronter de difficiles problèmes économiques et sociaux, entre autres celui d'une planification à libérer des contraintes bureaucratiques, celui d'une démocratie socialiste à promouvoir sans retomber dans les ornières du parlementarisme bourgeois. Rien ne pouvait garantir que le processus de renouvellement se serait déroulé sans heurts ou sans crises, mais il est non moins certain que l'agression des cinq rendra plus douloureuse et plus difficile la marche vers le socialisme en Tchécoslovaquie.

La tentative tchécoslovaque ne pouvait laisser le P.S.U. indifférent. Pays européen, pays industriellement très développé, la Tchécoslovaquie constitue un terrain particulièrement favorable pour l'élaboration d'un modèle de construction du socialisme adapté aux conditions des pays capitalistes avancés. Son exemple, ses difficultés mêmes pouvaient utilement inspirer le mouvement ouvrier français.

C'est pourquoi le P.S.U. avait manifesté sans équivoque son entière solidarité à l'égard des négociateurs tchèques de Cierna et de Bratislava dans leur effort pour faire admettre à l'U.R.S.S. et à d'autres pays de l'Est une politique qui ne visait pas à la destruction, mais au contraire au renforcement et à l'épanouissement du socialisme.

Les accords de Cierna et de Bratislava semblaient inspirés par la raison. Ils laissaient espérer un desserrement de la tutelle oppressive de la bureaucratie soviétique sur les partis communistes et sur les gouvernements qu'ils contrôlaient en Europe. Il apparaissait en fait qu'il ne s'agissait que d'une phase intermédiaire avant une agression dictée par la crainte des masses et la crainte de la discussion publique des tares bureaucratiques. Devant ce crime, il n'est pas possible de se taire.

Une solidarité politique profonde conduisait le P.S.U. à souhaiter que les forces socialistes des autres pays, notamment en France et dans toute l'Europe, ne se contentent pas de déclarations verbales mais apportent leur appui réel à l'expérience tchèque, en créant les conditions internationales propres à faciliter son développement.

De la même façon que le combat socialiste dans notre pays passe par le soutien actif des luttes du peuple vietnamien contre l'impérialisme américain, il implique également une solidarité réelle avec la lutte des communistes tchécoslovaques pour leur libre détermination.

Cette solidarité suppose la mise en cause complète de la politique des deux blocs qui pèse sur le monde depuis les accords de Yalta et sert à justifier l'impérialisme aussi bien que la politique soviétique d'ingérence et de domination. Il n'est plus possible d'admettre qu'une expérience de construction socialiste doive se soumettre, *a priori* et par définition, aux volontés et aux intérêts de l'U.R.S.S. et du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Un choix est ainsi clairement posé au Parti Communiste Français, dont la récente déclaration peut constituer un premier pas si toutes les conséquences en sont tirées : ou bien le P.C.F. continuera à comprendre le mouvement communiste comme une totalité bureaucratique dont il n'est que l'expression nationale — quitte à s'adapter verbalement à des circonstances difficiles — ou bien il acceptera de fonder ses choix politiques sur l'analyse objective de notre société, dans son évolution et ses contradictions, se retrouvant ainsi aux côtés des autres forces révolutionnaires qui se sont



Une aide amicale.

A.F.P.

organisées sur leur propre base pour lutter contre la société bourgeoise et le régime capitaliste. C'est sur le fond même de l'expérience tchèque que les communistes doivent s'engager et il ne suffit pas de réprocher les modalités d'une intervention si on ne met pas en cause le système qui l'a rendue inévitable.

En 1956, Budapest avait provoqué un immense choc moral et psychologique dans la conscience de nombreux communistes, comme de tous ceux qui mettent leur espoir dans l'édification d'une société socialiste. En 1968, c'est à un choix politique clair qu'appelle l'agression soviétique contre la tentative de rénovation socialiste en Tchécoslovaquie. De la nature de ce choix dépend pour une grande part l'avenir du socialisme dans notre pays même.

En France, en effet, le mouvement populaire du mois de mai a largement manifesté qu'il y avait, en particulier dans la jeunesse et dans les forces du travail, la volonté d'un changement radical dans les structures et le fonctionnement de notre société. Le socialisme redevient pour notre temps une chance, un espoir et une tâche concrète ; c'est le rôle des organisations socialistes d'assumer toutes leurs responsabilités à cet égard en évitant de se réfugier dans l'abstention, dans l'obstruction quand se manifeste une prise de conscience originale, capable de renouveler profondément la nature et les modalités du combat socialiste.

La situation actuelle en Tchécoslovaquie montre qu'on ne peut dissocier le combat national et le combat international. Le refus du P.C.U.S. d'accorder de nouvelles chances au socialisme, en laissant se développer l'expérience tchèque, n'est pas sans analogie avec l'attitude du P.C.F. à l'égard du mouvement de mai. Conscient de ses responsabilités à l'intérieur du courant qui veut redonner un avenir au socialisme dans notre pays, le P.S.U. développera plus que jamais son action pour réunir, sur le plan national comme sur le plan international, toutes les forces qui luttent pour l'édification du socialisme sur la base de la responsabilité réelle des travailleurs. Il appelle tous ceux qui se réclament du socialisme à manifester par les moyens les plus efficaces une solidarité active avec la lutte du peuple tchèque pour définir, sur sa propre base, les conditions du passage au socialisme.

Il appelle les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier français à prendre position sans équivoque contre ce recours à des pratiques staliniennes qui fournissent des alibis bienvenus et inespérés aux conservateurs et aux réactionnaires des pays occidentaux. □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Au feu les pompiers
(Tch. V.O.)

Le printemps gelé

La botte russe

Pierre Naville

L'occupation de la Tchécoslovaquie par des troupes russes, est-allemandes, hongroises (et symboliquement bulgares) ne pose pas que des problèmes politiques. Elle soulève en même temps une série de questions militaires, ou plutôt, politico-militaires. Les partis socialistes ouvriers du monde entier doivent répondre à ces questions, car il est vraisemblable qu'elles joueront un rôle dominant dans les prochaines luttes sociales, aussi bien à « l'Est » qu'à « l'Ouest » et dans le tiers monde.

A la mi-septembre, la Tchécoslovaquie est occupée militairement depuis plus d'un mois. Une bonne partie des troupes russes était déjà en manœuvres en Tchécoslovaquie, et dans la Pologne et l'Allemagne de l'Est, limitrophes, antérieurement, depuis un mois et demi. Cela signifie que les troupes russes et leur commandement disposent de la Tchécoslovaquie depuis près de trois mois, conjointement avec divers contingents allemands, polonais et hongrois. Sous couvert du pacte de Varsovie, le commandement russe s'est donc installé au cœur de l'Europe centrale, et vraisemblablement pour n'en plus partir, même si c'est par armées interposées.

L'intervention de l'armée russe en Tchécoslovaquie n'est donc pas seulement destinée à peser en faveur d'une politique plus étroitement liée à celle de Moscou, surtout dans le domaine intérieur. On pourrait plutôt dire que cette politique est rendue nécessaire pour contraindre la Tchécoslovaquie à s'intégrer beaucoup plus étroitement au système militaire du pacte de Varsovie. Ce que l'U.R.S.S. craint dans le « polycentrisme » et « l'autonomie » des partis communistes, ce n'est pas tant le caractère national de leur politique que leur capacité de décision militaire indépendante. Quand il s'agit de la France ou de l'Italie, dont les partis communistes ne sont pas au pouvoir (et pas près de l'être), ce n'est pas grave. Mais quand c'est le parti communiste qui dirige l'Etat, comme en Tchécoslovaquie et en Roumanie, c'est tout autre chose. On peut permettre à Waldeck Rochet et à L. Longo des incartades sans conséquences. Mais on ne peut les tolérer chez A. Dubcek et chez M. Ceausescu. C'est précisément la leçon que le parti communiste de l'U.R.S.S. a tiré de la dissidence de la Yougoslavie et de la Chine, sans parler de Cuba, une île dont les forces sont faibles et orientées sur une défense contre les U.S.A.

Idéologie et stratégie

Il serait naïf de croire que l'occupation de la Tchécoslovaquie résulte d'une divergence « idéologique ». Ce fameux domaine des « superstructures », dont se nourrissent les philosophes patentés du Kremlin, n'est qu'un jeu sans conséquence à côté des implications militaires des dissentiments. L'U.R.S.S., la Chine, la Yougoslavie, se sont traitées mutuellement de capitalistes, de fascistes, de socialistes, de dictatures, de démocraties et de racistes, selon les moments, sans que cela change quoi que ce soit aux réalités militaires. Que la Chine dispose de bombes H et de vecteurs intercontinentaux *par sa propre force*, ou que la Hongrie de 1956 et sans doute la Tchécoslovaquie de 1968 aient réclamé l'indépendance dans l'alliance varsovienne, importe beaucoup plus à Moscou que des variations sur le contenu social et politique des partis communistes, au pouvoir ou non.

C'est pour cela — parce que la fameuse loi de Clausewitz : que la guerre, et la menace de guerre, ne sont que la poursuite de la politique par des moyens violents — que la situation créée en Tchécoslovaquie et dans toute l'Europe centrale comporte de si graves dangers. On ignore quelles sont exactement les troupes qui ont attaqué et occupé la Tchécoslovaquie, et quelle est leur importance. On peut cependant s'en faire une idée en partant de deux principes :

1.) Les forces doivent être suffisantes pour saturer le pays et faire face à une résistance militaire possible à l'intérieur ;

2.) Les forces doivent être capables d'affronter une menace aux frontières, soit du côté de l'Allemagne fédérale, soit du côté yougoslave ou roumain (en supposant, bien entendu, que les puissances américaine et anglaise ne soient pas engagées, surtout nucléairement). Dans ces conditions, la saisie des aérodromes, des nœuds routiers et du système ferroviaire, du réseau de télécommunications, des positions frontalières, des usines d'armement et des sources d'énergie représente l'exigence minimum pour un système agressif, surtout en l'absence d'un appui politique à l'intérieur dont le gouvernement russe était parfaitement conscient dès le début de juillet.

On a dit que les Russes ont occupé la Tchécoslovaquie parce qu'ils



escomptaient l'appui d'une fraction du parti et la constitution immédiate d'un gouvernement conservateur. C'est le contraire qui est vrai : *ils se sont emparés militairement de la Tchécoslovaquie parce qu'ils savaient ne pouvoir compter sur aucun appui politique immédiat*. C'est d'ailleurs pour cela qu'ils ont placé le général Svoboda et A. Dubcek devant ce dilemme : ou l'administration directe par nous, ou la collaboration de *votre* parti.

L'armée russe s'incruste

Depuis le pseudo « accord » de Moscou, réponse à ce dilemme, l'armée occupante prend ses quartiers d'hiver. La Roumanie a obtenu un répit, d'abord parce que l'armée russe est massée le long de ses frontières bessarabiennes, l'armée bulgare sur le front du Danube, et l'armée hongroise à l'ouverture de la plaine de Transylvanie, et ensuite parce que la situation tchécoslovaque n'est pas encore « réglée ». Quant à la Yougoslavie, *elle se battra*, ce qui fait toujours réfléchir les agresseurs soviétiques, quand ils le sont. Il est peu vraisemblable que les forces de l'U.R.S.S. évacuent la Tchécoslovaquie parce que des graffiti auront été effacés ou que le calme (jamais troublé) serait « revenu ». Elles ne le feront que lorsque le parti communiste et le gouvernement tchécoslovaques auront accepté une révision de leur attitude en matière militaire, ce qui veut dire en politique et en économie internationales.

Il est clair que le Kremlin ne s'est pas résolu à faire entendre

dans toute l'Europe un pareil bruit de bottes sans des raisons pressantes. Les motifs « idéologiques », pour ne même pas dire politiques, sont évidemment subordonnés et secondaires. Même si le Kremlin est hostile à un communisme « démocratique et humaniste », on peut parier que l'étiquette lui importe peu pourvu que le système militaire du pacte sorte renforcé de la crise.

Combien y a-t-il de troupes russes en Tchécoslovaquie ? Les données sont rares et vagues. On a parlé de 300 à 500.000 hommes, de quelque 800 chars, de peut-être mille pièces d'artillerie et fusées. Mais combien sont en réserve immédiate en Ukraine et en Russie blanche ? Combien sont absorbés par les lignes de communication nécessaires à certains approvisionnements ? Est-il vrai que 15 à 20 divisions russes en Bessarabie « observeraient » la frontière roumaine ? Combien de réservistes ont été rappelés ou mis en état d'alerte dans les pays du pacte de Varsovie ? Quelles sont exactement les forces mobilisées en Yougoslavie ? A ces questions capitales, il n'est pas possible de répondre avec précision. Toutefois, quelques raisonnements simples recoupés avec diverses informations suffisent pour se faire une idée vraisemblable.

Toujours les deux blocs

D'abord, on sait que les opérations de mobilisation, malgré les états d'alerte, sont très lentes en U.R.S.S. (sans parler du souci que cause la lointaine frontière sino-russe), et se comptent en semaines

plutôt qu'en jours. Ces opérations sont compliquées par le caractère « combiné » des manœuvres des alliés du pacte de Varsovie. L'armée active de l'U.R.S.S. compte quelque 3 millions 500.000 hommes sous les armes. Si un tiers de ces hommes, avec l'armement et le matériel adéquat, sont engagés directement ou indirectement dans des opérations, mêmes préventives et passives comme en Tchécoslovaquie, cela signifie qu'un quart à un tiers des troupes et état-majors russes peuvent être engagés et le sont déjà partiellement dans l'action. Ce que cela représente pour la logistique moderne, notamment celle qui soutient l'aviation, les liaisons et l'approvisionnement, on peut l'imaginer assez facilement.

Cela signifie aussi que pour l'U.R.S.S. il ne s'agit pas seulement d'un court épisode destiné à presser sur l'orientation politique et économique intérieure de la Tchécoslovaquie, mais à ramener l'ensemble de l'Europe orientale dans une obédience stratégique que certains de ses États commençaient à perdre de vue. De Gaulle peut bien considérer cette attitude comme « absurde », ainsi qu'il l'a déclaré le 9 septembre, mais elle marque pour l'U.R.S.S. une limite au-delà de laquelle la « coexistence pacifique » équivaudrait à la fin de la politique des « blocs » —

ce qui ne peut pas être dans les intentions du P.C. de l'U.R.S.S., quoi qu'en pensent ceux pour qui les « réformes économiques » en U.R.S.S., comme en Tchécoslovaquie et ailleurs, préludent à un rapprochement des régimes en concurrence, sinon désormais en conflit.

Depuis quinze jours, aucun signe ne laisse à penser que le commandement soviétique ait tendance à desserrer son étreinte sur la Tchécoslovaquie. Les troupes peuvent être moins voyantes, mais elles sont là. Elles contrôlent le système ferroviaire, aérien et routier, des centres de radio, et neutralisent les casernes, dépôts d'armes et arsenaux. Rien n'annonce non plus que les troupes du pacte soient démobilisées, ni que les troupes ne restent pas alertées en Bessarabie. Il est même vraisemblable que depuis deux ou trois semaines le système d'emprise ait été perfectionné et mis au point.

L'objectif de Moscou

Qu'attendent en effet les autorités soviétiques, et pourquoi maintiennent-elles leur occupation militaire ? Il suffit de consulter la presse soviétique, celle de Pankow, de Budapest ou de Varsovie, pour s'en rendre compte : que le gouvernement tchécoslovaque et le parti communiste tchécoslovaque engagent la lutte ouverte contre ceux qui veulent détacher le pays du pacte de Varsovie, du « camp » socialiste, de la stratégie décidée à Moscou pour des raisons qui sont toujours essentiellement des raisons moscovites. Moscou veut une épuration de l'armée, une mobilisation des « milices » dans ce sens, l'affirmation d'une solidarité qui se traduise non par des généralités et « l'unanimité nationale », mais par la scission et l'attaque contre ceux que Brejnev et Kossyguine considèrent comme des imitateurs potentiels de Tito.

Gageons que si le gouvernement de Prague s'engageait dans cette voie, Moscou serait prêt à laisser Ota Sik et les économistes tchécoslovaques se livrer à des expériences qui après tout ont leur parallèle en U.R.S.S. et dans d'autres socialismes d'Etat. Cela ne signifie pas que les aspects économiques et sociaux de la crise ne puissent pas apparaître aux peuples tchèque et slovaque comme essentiels, et bien plus importants que les relations militaires. Mais l'U.R.S.S. voit dans l'idée « libérale » que se faisait le parti communiste tchécoslovaque du régime économique et social le symptôme d'une évolution beaucoup plus grave dans le domaine des relations extérieures. On verra bientôt si ce n'est pas de ce côté que réside l'essentiel de la crise. □



L'expérience à sauvegarder

A.F.P.

Plenum d'Avril

Dubcek disait

Nous reproduisons ici quelques extraits particulièrement significatifs du discours de Dubcek, au plénum du Comité Central d'avril 1968, indiquant l'orientation et les préoccupations de la direction du Parti Communiste Tchécoslovaque. Si le langage est classique, l'analyse est audacieuse et révélatrice. Tout ce que précisément les bureaucrates du Kremlin ne pouvaient admettre.

La nature du litige

La nature du litige était l'évaluation de la situation sociale et économique qui a résulté en Tchécoslovaquie de la défaite politique et économique de la bourgeoisie, et de l'édification des bases politiques et économiques du socialisme. La réalisation d'une nouvelle phase de la révolution socialiste dans une étape des relations non antagonistes conduisait simultanément à la nécessité de développer, former et perfectionner un système politique qui répondrait à cette nouvelle situation. Il s'agit là notamment d'approfondir le rôle du Parti et, en général, de le faire intervenir dans les tâches actuelles de l'évolution sociale. Il s'agit de faire valoir pleinement les principes fondamentaux de la théorie marxiste-léniniste, les principes de l'édification socialiste dans laquelle nous avons déjà obtenu d'importants résultats, et les principes du rôle dirigeant du Parti. Il y allait et il y va de la marche en avant, pour développer ces principes. Nous nous engageons vers une nouvelle étape de notre révolution socialiste prolétarienne, vers la formation d'une structure politique et, à l'encontre du retard pris jusqu'ici, vers la mise en

vigueur de méthodes politiques de travail correspondant à des conditions nouvelles. Il s'agit d'élaborer consciemment un tel rôle du Parti et aussi de le lui faire jouer, dans une société qui réussira et a déjà réussi, en ce court laps de temps, à placer le Parti en tête de la société et son progrès comme force politique dirigeante dans cette société ; qui est parvenue également à renouveler la confiance de tous à son égard.

Nous avons eu raison d'accentuer le côté politique des problèmes actuels. Autrement, il nous serait difficile de progresser avec succès dans le respect de la ligne du XIII^e Congrès, car il s'agit pour nous, avant tout, de l'appliquer tout en continuant à la perfectionner. Ainsi le Parti, de façon de plus en plus marquante et convaincante, se met à la tête du mouvement en avant et n'est pas seulement un défenseur de l'Etat acquis.

Nous ne redoutons pas la vague

Nous sommes de plus en plus convaincus que le mouvement social ne peut pas être conduit simplement

BULLETIN D'ADHESION AU P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U. :

81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

stages-éclairés offset AU SICOB

Faites connaissance avec l'équipement le plus moderne et le plus sûr : l'offset de bureau Gestetner. Vous allez toucher du doigt la qualité de reproduction, la simplicité de conduite, la rapidité des tirages et des changements : joignez-vous aux invités de Gestetner à un stage-éclairé au Sicob. Verre en main, dans une ambiance détendue, vous pourrez échanger vos impressions... et vous faire une opinion. Pour recevoir votre invitation personnelle, écrivez ou téléphonez à Gestetner, Service 250, 71, Rue Camille Groult, 94-Vitry. Tél. 482-47-85. Au SICOB : Stands 2 B. 280 et 281. Tél. au stand : 637-44-89/90. Si vous ne pouvez venir, demandez à Gestetner sa documentation « 617 ».

par décret, qu'on ne peut pas y apporter un esprit de l'extérieur, mais que cet esprit se trouve, dans nos conditions, en premier lieu dans la connaissance, les intérêts et le mouvement des masses. Le rôle du Parti est de découvrir cet esprit, le perfectionner, l'améliorer ; d'élever la pensée et les actions progressistes ; de s'opposer aux opinions erronées et de replacer la connaissance ainsi enrichie dans le circuit social pour lui en faire prendre conscience et l'amener à un degré social supérieur. Le Parti tout entier doit graduellement assumer ce rôle ambitieux.

Il ne s'agit donc de rien de plus et de rien de moins que de faire valoir complètement le point de vue marxiste fondamental sur le rôle des masses, sur le rôle du Parti et de la politique qui ne peut remplir sa mission qu'en s'appuyant complètement sur les intérêts et les expériences des masses véritablement les plus larges et la notion scientifique de leur réalisation. Dans notre dernier mouvement politique, c'était également et cela reste la pratique qui contribue à perfectionner à partir de la base, le programme d'un nouveau système politique. Ce mouvement s'est emparé des formes politiques et sociales existant jusqu'alors et là où elles se sont révélées capables d'absorber le nouveau contenu, il les a utilisées. Toutefois, lorsque les formes existantes n'en fournissaient pas les conditions préalables, ce mouvement démocratique des masses s'est mis à les briser.

Ne redoutons pas cette vague, mais tirons-en les enseignements. Dans chaque question sociale de quelque importance, adoptons et appliquons le principe suivant lequel nous résoudrons les problèmes importants en temps opportun et avec les gens ; ce n'est qu'avec eux que nous approcherons la vérité et les conclusions véridiques, et lorsqu'il s'agira d'eux, nous pourrions accomplir, modifier et changer quelque chose. C'est précisément cette activité politique essentielle que le Parti peut mener avec efficacité alors seulement qu'il l'assumera — la créera et la réalisera — dans une unité totale avec les communistes des secteurs appropriés — production, culture, administration de l'Etat —, et si cette entreprise est plus difficile avec des communistes dans un secteur donné du travail et de la vie, cela n'en est pas moins la seule direction politique justifiée.

Ce sera difficile

Quel est, en ce moment, et à notre avis le principal problème ? Je dirai que la principale tâche d'aujourd'hui est d'approfondir, rendre réel, consolider notre processus du renouveau. Les changements nécessaires de cadres et de personnes sont encore au centre de l'attention, mais déjà se dessine l'étape suivante, plus essentielle. Les buts fondamentaux ne peuvent être atteints uniquement par des changements de personnes.

De même, on ne peut exiger un changement fondamental rapide en improvisant et à l'allure qui a caractérisé les récentes semaines, rythme que ni nous ni le public ne saurions soutenir durablement.

Une époque commence où il s'agira de créer un système de garanties et de stimulants d'un progrès organique, la mise au point d'un mécanisme qui permettra de réaliser des intentions justifiées non en catastrophe ou par mots d'ordre, mais rationnellement, tranquillement et démocratiquement. Notre plenum jouera certainement un grand rôle dans ce sens, surtout du fait qu'il dirigera la réalisation du programme d'action. Ici — dans la préparation du programme d'action — nous avons rempli les tâches du plenum de janvier dans un temps bref et mouvementé. Nous les avons considérées comme décisives à cette étape. Sans orientation pour la teneur du travail suivant auquel le programme d'action fournit les préalables, les délibérations dans le plenum du Comité central ne pourraient que compliquer et alourdir l'application des conclusions des trois derniers plenums. D'autant plus que le niveau des notions actuelles qui s'appuient sur les conférences de district, ouvre des perspectives pour que s'épanouisse l'esprit des conclusions des derniers plenums, et cela tout en s'écartant de quelques manifestations de démagogie, anarchie et autres extrémités qui nuisent au processus de démocratisation. Rien ni personne ne peut arrêter l'évolution créatrice de notre société socialiste. Elle peut cependant être ralentie et troublée par l'impatience, un subjectivisme à rebours et diverses autres manifestations extrémistes, étrangères à ce développement socialiste.

Pourtant notre travail politique ne sera facile ni demain, ni à l'avenir. La fermentation critique des derniers mois a apporté de nombreuses indications sur l'orientation du travail politique à venir. A côté de phénomènes incontestablement positifs se sont faits jour également, pendant ce processus démocratique, des faiblesses et insuffisances anciennes, en grand nombre, et aussi quelques-unes qui sont récentes. Cela se manifeste également en ce que le processus critique n'atteint pas en toutes choses l'ancien que nous devons dépasser, surtout parce qu'il n'atteint pas toujours la substance de notre vie sociale mais souvent sa surface seulement. La critique a certes touché et touche presque tous les domaines de notre vie sociale, mais elle s'arrête souvent aux conséquences seules, sans en pénétrer les causes. Ainsi, par exemple, différentes erreurs et insuffisances sont seulement constatées et plus ou moins reliées à certaines personnes. Il va de soi que nous devons mettre l'accent sur le perfectionnement des méthodes. Nous manquons d'une vue historique et analytique approfondie sur l'origine de ces erreurs et de ces insuffisances. Je pense que, notamment en liaison avec la préparation du



Dubček : entre l'enclume et le marteau.

XIV^e Congrès et pour le déroulement positif futur de la démocratisation de notre vie sociale, il sera nécessaire de réaliser une analyse réellement complète de toute l'évolution économique et politique dans notre société socialiste à ce jour.

Une critique nécessaire

Camarades, une autre question, un enseignement et une tâche que nous devons remplir — et il s'agira de cela également dans la période suivante pour que notre démocratie socialiste se développe toujours avec un contenu plus riche : dans sa quasi-totalité la critique était marquée d'étroitesse. Elle fut longtemps un monologue parce qu'elle ne trouvait pas d'opposants pour ainsi dire, et cela non seulement de la part de la tendance conservatrice, mais aussi de la part de la tendance progressiste. Cela se manifestait également dans le fait, encore qu'il résulte de causes objectives et subjectives — que dans les secteurs de la technique et de la direction économique les intellectuels se faisaient peu entendre. Il faut prendre plus en en considération le fait qu'au cours de ce processus de démocratisation, les positions d'actualité prises par les ouvriers et les agriculteurs doivent se manifester plus intensivement dans la vie publique. Et cela, bien sûr, pour des raisons multiples. Le niveau des informations disponibles, la rapidité de leur transmission et leur importance, la possibilité immédiate d'accéder à une fonction publique et d'autres facteurs y ont joué leur rôle. Par conséquent, cet état de choses fut la cause des inquiétudes et des craintes d'une partie de camarades dans les usines

ou dans l'agriculture se trouvant à l'écart sans pouvoir intervenir dans les affaires publiques. Il faut y songer et y porter remède à tous les degrés du travail du Parti, dans la vie économique, le mouvement syndical et celui de la jeunesse. Nos journalistes, les collaborateurs de la radio et de la télévision doivent être conscients de cette situation afin d'approfondir leur travail très utile et profitable et contribuer encore davantage à notre action d'unification par plus d'attention à la pensée et à l'opinion des ouvriers et des agriculteurs.

Libérer les initiatives

La consolidation et le développement de l'économie nationale constituera une autre tâche importante dans la prochaine période. Dans les discussions en cours, on entend souvent exprimer l'exigence que l'état actuel de notre économie soit évalué de façon critique et absolument franche, qu'il soit dit nettement et avec esprit de responsabilité où nous en sommes, par quelles voies et méthodes nous entendons consolider notre économie. Je pense que le nouveau gouvernement devrait faire figurer dans sa déclaration de programme une évaluation de l'état actuel de notre économie. Cette évaluation devrait précéder l'exposé sur la manière et les méthodes avec lesquelles nous voulons et devons assurer un développement équilibré, souple et effectif de l'économie.

Nous sommes décidés à instaurer un nouveau système de direction. Nous devons cesser de nous contenter de discourir sur la façon de perfectionner le système de direction et affirmer clairement que nous aspirons à une profonde réforme économique dont le but est de créer un mode de fonctionnement de l'économie socialiste. Nous savons qu'il faudra étudier en premier lieu un mode qui s'appuiera sur une synthèse du plan et du marché. Dans cette synthèse, les critères de l'activité économique seront non seulement les indices formels du plan directeur, mais aussi les instruments économiques assurant les objectifs de l'ensemble de la société, les mesures objectives du marché et des priorités socio-politiques, qui découlent des connexités économiques réelles et qui sont absolument obligatoires pour tout Etat désireux de procurer une prospérité durable à son économie. On devrait aboutir à un système qui tiendra compte pleinement du travail rationnel et de qualité et garantira que les hommes seront récompensés, non seulement en fonction des forces physiques et intellectuelles dépensées, mais surtout selon les résultats effectifs par lesquels ils ont contribué à satisfaire tous les besoins de la société. Ce système qui libérera l'initiative créatrice des travailleurs, permettra l'apparition d'hommes capables et créera un large champ pour la sélection aux postes de direction... □

Université

La rentrée incertaine

Jacqueline Giraud

Désavoué dans son propre camp, combattu par ceux des étudiants pour qui « la lutte continue », M. Edgar Faure une partie difficile. Avec brio. Car, s'il est fondamentalement bloqué par son insertion dans le régime actuel, le ministre n'en a pas moins compris la leçon de mai. Dans une société inchangée, peut-il réellement la mettre en pratique? Ou seulement faire semblant? En reprenant à son compte le mot d'ordre des libertés politiques et syndicales dans l'Université, mis en avant par l'U.N.E.F., il a brillamment réussi à brouiller les cartes. Dans le clan des députés « de l'ordre » comme dans celui des enseignants « autonomes », ce fut un beau tollé : le ministre voulait-il livrer l'Université à la perversion marxiste? Et toutes les organisations « modérées » (M.U.R., C.L.E.R.U. et autres C.E.F.), créées pour la circonstance, de renchérissement : n'allaient-elles pas être privées de leur arme principale, le mythe de l'apolitisme!

La violence des réactions de la droite confère à M. Edgar Faure un plumage de « gauchiste ». Mais il ne peut le conserver longtemps s'il n'obtient pas l'acquiescement des étudiants et des enseignants engagés dans le mouvement de mai. Aussi n'a-t-il pas ménagé les entreprises de séduction, tout au long d'une vaste campagne de consultations. La libération d'Alain Krivine et de ses camarades constituait un préalable. Il l'a levé. Ce « contentieux » réglé, il a asséné son argument massif : un projet de loi d'orientation qui porte un coup fatal à la sacro-sainte institution des chaires, qui associe les étudiants à la gestion, qui pose le principe d'une véritable formation professionnelle.

N'est-ce pas ce que les étudiants voulaient? Ceux de la faculté de médecine de Paris ont répondu en boycottant les examens. Il est probable que, dans les autres disciplines, leur exemple sera peu suivi : pour des raisons économiques évidentes, les étudiants peuvent difficilement se permettre de perdre un an. Mais, les examens passés, tous les problèmes demeurent. Car, à y regarder d'un peu près, le projet de loi ne répond pas aux aspirations exprimées en mai. Parce que les étudiants ne sont associés ni à l'élection des professeurs, ni au jury d'examen. Et, plus fondamentalement, parce que ce projet se borne à définir de grands principes. Il demeure pudiquement discret sur les moyens. Non seulement en argent et en locaux. Mais surtout en hommes. Et, en posant parmi les princi-

pes celui de l'autonomie, il a finalement pour résultat de laisser, localement, toute liberté à l'administration et au corps enseignant. Pour ses consultations provinciales, le ministre reçoit les doyens et ceux des étudiants qu'ils jugent représentatifs! Sous couvert de libéralisme, dans la réalité le statu quo demeure.

On objectera que la transformation de l'Université ne peut se faire en un jour. C'est vrai. Mais il est également vrai, comme l'a clairement exprimé le mouvement de mai, qu'elle ne peut se faire dans un sens réellement démocratique indépendamment d'une transformation de la société qu'elle sert. Quand la bourgeoisie vient de renforcer son pouvoir politique, il serait vain d'espérer qu'elle acceptera de bâtir une université qui ne soit plus au service de ses intérêts. Il est vrai aussi qu'elle ne peut ouvertement nier les conquêtes de mai, au risque de provoquer une nouvelle explosion. Son problème est de les digérer et de les régurgiter sous forme de concessions spectaculaires qui n'entament pas fondamentalement l'asservissement de l'Université aux intérêts de la bourgeoisie. M. Edgar Faure excelle à ce jeu.

Il ne dupe pas pour autant l'avant-garde étudiante. Mais, si les problèmes universitaires demeurent, le rapport des forces, lui, a changé. Il n'y aura pas d'Octobre rouge, contrairement à ce que suggère une certaine presse, tant pour justifier toute répression éventuelle que pour décourager les militants en les berçant de vains espoirs.

La lutte étudiante va nécessairement changer de formes. C'est maintenant son problème, et notamment celui de l'UNEF, que d'opérer cette mutation difficile. Aux assises de Grenoble s'est affirmée sa vocation de mouvement politique de masse. Il lui faut maintenant convaincre les « enragés » que toute forme de lutte ouverte ne ferait que déclencher une répression féroce, sans pour autant servir de détonateur dans un contexte social qui a momentanément cessé d'être explosif. Il lui faut surtout convaincre la grande masse de la relative vanité des négociations, en lui démontrant que les déclarations de principe ne suffisent pas à transformer la réalité. Elle y sera considérablement aidée par la grande paye que ne peuvent manquer d'entraîner la création de nouveaux centres universitaires (avec quels enseignants?) et l'afflux de nouveaux bacheliers. Et aussi par les nouvelles tribunes que lui offrent les concessions ministérielles. A cet

égard la reconnaissance des libertés politiques et syndicales est importante. Tout comme la création de conseils d'université bi- ou tripartites, où les étudiants pourront ouvertement se battre pour la défense des acquis de mai. Et faire éventuellement la démonstration publique de la mauvaise foi du pouvoir. La véritable bagarre ne se mène pas au ministère de la rue de Grenelle. Elle ne consiste pas davantage à refuser la rentrée. C'est au contraire dans la vie quotidienne des facultés qu'elle se mènera.

En même temps, une autre tâche s'impose aux militants étudiants : le renforcement de la liaison avec les travailleurs qui, pour la première fois, s'est tant bien que mal amorcée en mai. Démarrées cet été en province, les expériences d'universités populaires se poursuivront à Paris à partir du 15 septembre. Il s'agit moins de créer une institution que de susciter une pratique : inciter les

travailleurs à venir discuter à l'université envoyer les étudiants sur les lieux de travail. Les étudiants en droit, par exemple, pourront choisir d'apprendre la législation sociale dans la réalité des entreprises, et non plus seulement dans les livres. Mai a révélé des secteurs de lutte jusqu'ici marginaux : les cadres, les paysans. Parce qu'il est en marge du monde du travail, le mouvement étudiant peut servir de catalyseur à la rencontre des différentes catégories de travailleurs.

Pour l'heure, la confusion domine encore. Il n'est pas aussi simple de répondre à M. Edgar Faure qu'à l'invasion policière de la Sorbonne. Mais aujourd'hui les dirigeants étudiants ont un atout de poids qu'ils n'avaient pas en mai : à la faveur des luttes, la grande masse des étudiants, longtemps « dépolitisée », s'est à nouveau éveillée à la conscience politique. Et cela, c'est irréversible. □

Déclaration de l'UNEF

Nous reproduisons ci-dessous des extraits de la déclaration du bureau national de l'UNEF.

Le report de la quasi-totalité des examens en septembre donne à la rentrée universitaire 1968 - 69 un visage particulier : elle se produira en deux phases, celle des examens, dont certains ont déjà commencé et l'ouverture des facultés proprement dite. C'est pourquoi l'UNEF se propose d'indiquer dès maintenant les grandes lignes de l'action qu'elle mènera à court terme.

1° Les examens :

Le B.N. de l'UNEF rappelle à ce sujet que ses six questions au ministre de l'E.N. demeurent sans réponse. M. Edgar Faure se refuse à préciser s'il compte réellement faire appliquer les décisions prises en mai-juin, ce qui permet à certains professeurs et à l'Administration d'imposer le retour aux conditions antérieures. Il importe donc que les étudiants se mobilisent à ce sujet pour ne pas permettre que soit remis en question l'acquis du Mouvement de Mai.

De plus, il n'existe aucun motif réel pour que le pourcentage de réussite des sessions de septembre soit différent de ce qu'il a été en juin. L'examen que tout le monde s'accorde à considérer comme le plus déplorable des moyens de contrôle des connaissances n'est pas un mal nécessaire : en aucune manière il ne saurait se transformer en un moyen de sélection pur et simple.

C'est sur ces 2 thèmes (non-remise en question des acquis de mai et refus de la sélection) que l'UNEF impulsera une campagne de dénonciation dont les formes d'action concrètes seront déterminées par les étudiants.

2° Les inscriptions :

A ce sujet, comme bien d'autres, les déclarations publiques du ministre sont d'une ambiguïté peu commune et ne recouvrent que fort peu la réalité. Les anciennes modalités et restrictions des inscriptions semblent reconduites, par exemple en ce qui concerne le premier cycle et le transfert arbitraire d'étudiants de Paris vers la Province. La liberté des étudiants de s'inscrire en faculté est sérieusement compromise. Il s'agit d'une autre forme de sélection. L'UNEF s'oppose à ces mécanismes d'inscription et demande aux étudiants de créer des commissions de contrôle, élus par eux-mêmes, chargés d'assurer la liberté d'inscription.

3° Les libertés politiques et syndicales :

Nous considérons qu'il s'agit là de l'acquis fondamental du mouvement de Mai, il ne saurait être en aucune manière remis en

cause à quelque niveau que ce soit.

En aucune façon il ne pourra constituer un point de discussion ou de négociation. Il est donc nécessaire que nous précisions clairement ce que nous entendons par libertés politiques et syndicales. C'est le droit pour tout militant de s'exprimer, c'est-à-dire que cela ne se limite pas aux moyens matériels (panneaux, affiches, tracts, etc...), cependant ils constituent la première exigence car ils en représentent la condition pratique.

Face à une université bourgeoise qui n'est neutre, mais est l'une des armes du capitalisme, tout militant a le droit et le devoir de lutter et ceci à tous les niveaux et tous les moments de l'enseignement. Ainsi outre les moyens matériels, cela implique de pouvoir contester d'une façon permanente l'enseignement qui est dispensé et d'ouvrir l'université sur la réalité sociale, donner une part de plus en plus importante aux travailleurs et à leurs organisations syndicales.

Bien entendu, parler de libertés politiques et syndicales alors que des groupes politiques étudiants sont encore interdits et que des policiers en civil se mêlent aux étudiants, est une totale aberration. L'UNEF donnera prochainement des consignes précises aux militants afin de combattre la dissolution des groupes politiques qui apparaît de plus en plus comme la sanction d'un strict délit d'opinion.

4° Participation et cogestion.

Le mouvement étudiant a déjà fait une expérience de participation dans certaines facultés dans les commissions paritaires et sait désormais quelle est sa signification profonde : faire cautionner par les étudiants les décisions prises ailleurs et non leur donner la possibilité de décider eux-mêmes.

L'UNEF est l'instrument de combat des étudiants, elle n'entend en aucune façon « participer » à l'université capitaliste. Nous livrerons dans toutes les assemblées de base une bataille pour que les étudiants, élus aux organismes de cogestion, y défendent des objectifs clairs et ne se transforment pas en bureaucrates.

Pour cela trois conditions doivent être réunies :

- 1) que les élections soient libres;
- 2) qu'elles se fassent sur programme concernant des thèmes d'intervention précis;
- 3) que les délégués soient responsables devant la base et révocables à tout moment par elle.

[Mardi 4 Sep., 15 h.]



L'examen de passage.

Agip

Les contradictions du régime gaulliste

Abraham Béhar

Si en effet la stratégie du mouvement étudiant est importante à comprendre (l'article de J. Giraud), il est nécessaire de bien situer les difficultés internes du gaullisme face à la crise universitaire. C'est donc deux images de la situation et du rapport de force qui sont exposées ici.

L'appui large et massif au bon général n'aura duré que l'espace d'un été. Il y a dans le chœur gaulliste pour le moins quelques dissonances, et tout naturellement c'est l'Université qui joue le rôle de pomme de discorde.

La masse des réactionnaires, fascistes du C.D.R. et autres Bayet (de la vénérable société des agrégés) ne pouvaient pas accepter la moindre réforme. Le conflit latent entre conservateurs et technocrates est maintenant public : la loi d'orientation d'Edgar Faure reste la cible principale, les libertés politiques et syndicales le prétexte. Car il y a contradiction absolue entre la masse de l'U.D.R., qui n'a rien appris, rien compris, et rien oublié, et la volonté des réformateurs gouvernementaux qui proposent un remaniement des structures de l'enseignement supérieur assez radical : autonomie financière, département à direction élue (enseignants-étudiants) avec perte du pouvoir de propriété des chaires, liberté pédagogique et même une simplification du statut des enseignants. Le recrutement des enseignants du premier degré serait lui aussi bouleversé, les instituteurs étant formés avec la participation de l'enseignement supérieur.

Ce conflit très aigu a sa pleine signification politique : les tenants de l'université-de-papa veulent l'épreuve de force, mâter les étudiants, et faire régner la terreur blanche dans ce secteur pour imposer le silence à l'ensemble des travailleurs. Cette théorie de l'ensemble a le double avantage de rencontrer une oreille complaisante chez les matamores de l'U.D.R. et de rendre plausible la défense pure et simple de l'université bourgeoise, donc des intérêts particuliers des mandarins. (La création de quinze petites universités dans la région parisienne, mettant fin à la dictature de la Sorbonne et de la Faculté des Sciences est particulièrement mal ressentie par les nantis.)

Mais derrière cette contradiction principale dans le camp gaulliste, se développe un autre conflit bien plus significatif sur le rapport de force dans la droite : il existe aussi une rébellion aiguë des technocrates qui sont d'accord pour une réforme profonde de l'université, mais pas d'accord pour remettre en cause la dictature professorale : modifier la thèse oui, constituer des départements bien sûr, mais introduire les étudiants et leur faire élire les dirigeants de ces unités, pas question. Il est intéressant de noter que cette

protestation des technocrates les conduit en toute logique à rejoindre les partisans de l'épreuve de force ; l'attitude du doyen de la faculté des Sciences de Paris, appelant ouvertement les forces de police à son secours, et refusant tout dialogue avec les étudiants, est caractéristique de ce cheminement des technocrates réformistes vers la répression aveugle. Si le premier conflit se cristallise autour des libertés politiques et syndicales le second tourne autour de la sélection des étudiants. Mais dans tous les cas c'est la hiérarchie mise en cause qui se défend.

Mais le tableau n'est pas aussi simple, il n'y a pas seulement le chef de l'Etat et son ministre essayant d'imposer une réforme contre les gaullistes (comme d'habitude d'ailleurs...). Il y a un projet politique cohérent qui explique et l'ampleur des propositions faites et les limites imposées. Notons particulièrement que l'ouverture vers l'extérieur des universités, revient à imposer dans leur gestion la présence d'un tiers de notables à la botte du pouvoir, excellent moyen pour rentrer dans la citadelle universitaire. Il est tout aussi significatif de voir le secteur productif (la recherche, les départements de technologie et les grandes écoles) totalement en dehors du bouleversement proposé. Cette décentralisation habile et ce libéralisme permettent par ailleurs de renforcer la mainmise de l'Etat sur la recherche scientifique et le devenir professionnel des étudiants. Ce qui apparaît très nettement c'est l'effort fourni pour adapter l'université aux buts du néo-capitalisme.

Qu'avons-nous à faire devant cette situation ? Rester des spectateurs amusés des dissensions du camp adverse, ou au contraire agir sur leurs contradictions ? En réalité les modifications apportées aux structures universitaires ne sont pas des solutions réelles car la crise culturelle

de la bourgeoisie est une crise du système capitaliste lui-même. Mais de nouveaux terrains de lutte apparaissent pour les forces étudiantes et enseignantes, et le rôle des militants socialistes est de les utiliser en en profitant et en aggravant les contradictions des réactionnaires.

Plus que jamais le problème des libertés élémentaires, politiques et syndicales reste posé. Le rôle peu recommandable des barbouzes et autres nervis de choc de l'U.D.R. dans la surveillance des examens de médecine vient encore confirmer ce fait. Cette grève, déclenchée par les étudiants modérés, sur des revendications spécifiques à la médecine est liée à la décision unilatérale du pouvoir de faire passer les examens de style ancien sans respecter les accords passés avec les étudiants. Elle a vu fleurir « d'ardents défenseurs de la liberté », injures aux lèvres et matraque au poing.

Plus que jamais l'unité étudiants-ouvriers est nécessaire : laisser le secteur étudiant face aux attaques du pouvoir, c'est laisser demain les travailleurs isolés face aux attaques patronales. Les étudiants savent que la lutte sera longue et qu'elle passe nécessairement par le front uni des travailleurs et des étudiants ; ils sauront déjouer les provocations des fascistes de l'U.D.R. et leurs alliés.

Dès maintenant la tâche est claire : par les expériences d'Universités populaires les salariés et les universitaires se sont retrouvés ensemble pour approfondir l'analyse et tirer les leçons du mouvement de mai. Il faut maintenant se battre pour l'ouverture de l'université aux travailleurs. Le pouvoir veut réaliser la jonction entre la haute bourgeoisie d'affaires et l'Enseignement supérieur ; nous nous battons pour opposer l'Université populaire à l'Université bourgeoise.

La rentrée est bien difficile mon général ! □

STAGES JEUNES

Rencontres régionales des jeunes travailleurs et lycéens
14-15 septembre 1968

Région RHONE-ALPES : Lyon 8^e - Cité MNEF, 57, rue Longefer.

Région NORMANDIE : Château de Coupigny, à Airan (10 km de Caen).

Région PARISIENNE : Centre du CPCV, 7, route de Montlignon, à Saint-Prix (95) - Tél. : 960-11-09.

PROGRAMME

Samedi 14 septembre :

14 h La lutte de classes, aujourd'hui.

21 h Le PSU, son rôle.

Dimanche 15 septembre :

9 h Le travail en milieu jeune.

14 h Organisation du travail régional.

Préparation des assises nationales de Grenoble.

S'inscrire de toute urgence : CCNJ - PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e) - SUF 06-70.

Grenoble 1968 - 1, 2, 3 novembre : LES JEUNES, DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION.

Les universités populaires

Après un temps d'arrêt, dû à une nécessaire réorganisation, les Universités populaires prennent un nouveau départ.

Le mois et demi écoulé permet déjà de dresser un bilan provisoire de ce qu'ont été, Montpellier, Grenoble, Jarny et les expériences menées par les équipes itinérantes.

Comme en toute chose, du positif et du négatif : les organisateurs, essentiellement des militants de l'UNEF ont su adopter les 4 thèmes (Pouvoir ouvrier, nouvel internationalisme, nouvelle culture, nouvelle université) aux réalités locales — par exemple en développant une analyse sur les problèmes de la paysannerie, et leur insertion dans la structure capitaliste (Montpellier).

Pour les étudiants la grande richesse qu'ils ont retiré de cette session d'université populaire est la sensation que pour la première fois un dialogue et un contact authentique avaient pu être établis d'une manière suivie avec le monde du travail : ouvriers, paysans, travailleurs immigrés et tout spécialement vers les jeunes.

Il est important de constater que tous ceux qui avaient suivi d'une manière relativement régulière les débats, ont exprimé le désir de ne pas voir se perdre ces liens privilégiés. Aussi il a été décidé de se revoir, de continuer, tout en essayant peut-être de trouver d'autres formes d'actions à la base. Montpellier, Grenoble, Jarny, Rostron, Bourges sont les premiers maillons de l'Université Populaire permanente qui doit se développer dans toute la France.

Il n'est pas inintéressant de voir que les participants ont trouvé tout naturellement les formes qui convenaient le mieux au dialogue étudiants-travailleurs. Après les interventions nécessairement plus ou moins abstraites et formelles faites devant des assemblées même peu nombreuses, les arguments, les idées étaient reprises par petits groupes, favorisant les contacts personnels contribuant ainsi à la création d'un langage commun.

Certains ont parlé de rendez-vous manqué de l'imagination. Pourquoi? Parce que les participants se sont trop souvent bornés à écouter l'orateur chargé de lancer le débat — parce que l'Université populaire s'est trop souvent complue en ces débats théoriques dans un endroit clos — sans comprendre que l'Université populaire n'était pas un lieu encadré dans un horaire, mais un mouvement, un état d'esprit.

Dans les deux cas, à Grenoble comme à Montpellier l'Université populaire s'est déroulée dans un cadre universitaire (l'AG).

Et enfin l'organisation, le choix des thèmes s'est fait sans tenir compte des questions et des problèmes posés par les participants (inconvenient dû au fait que le public se renouvelle assez rapidement).

Cependant des éléments positifs sont apparus et suffisent à justifier l'expérience, en particulier un travail plus souterrain, plus en profondeur effectué par des « petites universités populaires » telles que celles de Rostron et Jarny où des grou-

pes d'étudiants se sont transportés dans un milieu qui leur était totalement étranger, où les acteurs de mai attirèrent une grande curiosité, un désir de savoir ce qui s'était réellement passé. Le fait que les participants potentiels soient en grande majorité des travailleurs et que pour les contacter les étudiants doivent se déplacer vers eux : organisations syndicales, entreprises, donnent un caractère plus authentique aux discussions qui se sont situées non plus sur le terrain des étudiants, mais sur celui des ouvriers et des paysans (à Rostron par exemple où les étudiants de Rennes ont participé aux travaux des agriculteurs).

Un autre type de travail également intéressant a été celui effectué par des équipes culturelles se déplaçant dans des camps de jeunes, des terrains de camping, villages etc., faisant un travail d'expression dont les thèmes étaient ceux de mai : répression, grèves, travail dans les usines... et y associant au maximum les spectateurs. Cette « mise en condition » servant de tremplin à un débat sur les problèmes politiques, sur les relations d'autorités. Cette technique a montré son efficacité car la plupart des équipes ont eu des ennuis avec la police (appelée parfois par les dirigeants des centres) et ont créé des antagonismes à l'intérieur d'une même communauté, sur des thèmes politiques.

Toutes ces équipes ont décidé de se rencontrer pour mettre leurs expériences en commun et décider quelle pourrait être une action future, notamment dans le cadre de l'Université Populaire de Paris à partir du 18 septembre.

En effet l'Université Populaire de Paris (toujours considérée comme expérience) a décidé de tenir compte des leçons de la province.

Sortir au maximum du milieu purement étudiant, établir des contacts directs avec les travailleurs, associer d'une manière permanente les travailleurs à l'élaboration des débats.

En conséquence de quoi trois lieux ont été retenus :

- Banlieue Sud (locaux non encore précisés) ;
- 9^e arrondissement (locaux CFTD) ;
- Colombes (maison de jeunes).

L'université de Paris est donc située d'emblée sur le signe de la diversité puisque ces trois centres élaboreront eux-mêmes un programme et agiront d'une manière autonome. Néanmoins une nécessaire coordination technique se fera par l'intermédiaire de l'UNEF par la réunion périodique des amateurs des différentes universités populaires.

Les dates définitives sont : 18 au 28 septembre.

Denis MICHEL,
Vice-Président de l'UNEF.

N.B. — Pour toute précision complémentaire s'adresser à UNEF, 15, rue Soufflot (5^e) - DAN. 86-01.

PSU, 81, rue Mademoiselle (15^e)
FON. 22-60 - SUF. 06-70.

cord avec l'intervention militaire de l'URSS en Tchécoslovaquie et son ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain. Je crois, comme vous, que ces regrettables événements ne mettent pas en cause la nécessité de développer les relations pacifiques entre notre pays et l'URSS, comme avec toutes les autres nations du monde.

Cependant, mon adhésion à l'Association France-URSS, plutôt qu'à bien d'autres associations d'amitié internationale, n'avait pas cette seule signification. Elle impliquait de ma part, en tant que socialiste — et par-delà les divergences d'application ou de conception, concevables à

l'intérieur d'une même famille politique et philosophique — la reconnaissance d'un lien particulier avec le pays de la Révolution d'Octobre.

Ce même lien, avec ce qu'il implique d'exigence et de responsabilité, m'empêche d'apporter aujourd'hui, fût-ce indirectement ou par omission, un soutien quelconque aux dirigeants actuels de l'Union Soviétique.

Je tiens à préciser que je n'approuve pas entièrement toutes les thèses exprimées à Prague ces derniers mois, en particulier dans le domaine de la réforme économique. Je partage les inquiétudes de nombreux militants syndicalistes sur les risques inhérents, pour le socialisme, à un rétablissement partiel de l'économie de marché — inquiétude que certains développements en URSS même pouvaient d'ailleurs déjà susciter. Mais ce sont là des problèmes qui relèvent du choix des peuples, de leur libre discussion, de leur souveraineté. Dans la mesure où des courants étrangers au socialisme peuvent apparaître, il appartient aux forces socialistes de les combattre par l'explication et l'information, à travers le

libre jeu de la démocratie populaire et de la liberté d'expression. L'utilisation de méthodes policières — et a fortiori d'une invasion — ne peut que détourner l'opinion des véritables problèmes en identifiant le socialisme à la contrainte et à l'oppression.

C'est pourquoi l'intervention militaire injustifiable de l'Union Soviétique en Tchécoslovaquie ne constitue pas seulement la plus flagrante violation du droit international, la négation la plus cynique des relations prétendues fraternelles entre pays socialistes mais encore un coup extrêmement grave porté à la cause du socialisme dans le monde entier.

Je garde l'espoir que le peuple soviétique, instruit par l'exemple du peuple tchécoslovaque et par la réprobation suscitée par l'intervention actuelle, trouvera dans sa propre évolution les raisons de condamner cette faute comme ont été condamnées naguère les fautes de Staline.

C'est dans cet esprit que je vous prie d'interpréter ma démission.

Veuillez agréer, Chers Camarades, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Manuel BRIDIER.

La vie des Fédérations

NORD

MAUBEUGE. — Le secteur de la vallée de la Sambre qui correspond à la partie sud de la fédération du Nord avait organisé dimanche 8 septembre au matin une séance de travail des militants et sympathisants du parti dans cette zone. La réunion a regroupé près d'une centaine de personnes, essentiellement des ouvriers et quelques techniciens.

Le thème choisi par la section de Maubeuge était : « Perspective du PSU pour la rentrée 68 ». Après avoir dressé le bilan des événements de Mai et examiné la situation politique dans les différents secteurs d'activité du pays, notamment à l'Université et dans l'industrie, le secrétaire national du parti, Michel ROCARD, a été conduit à répondre à de nombreuses questions sur l'action du parti dans la période à venir.

Nos camarades ont discuté l'attitude du parti au mois de mai, réfléchi sur l'importance de la violence dans les conflits sociaux, sur les rapports entre l'action syndicale et l'action politique ; un accord très large s'est dégagé en faveur d'une stratégie dont l'arme principale est l'explication politique permanente, qui sait faire emploi de tous les moyens constitutionnels et légaux mais qui sait aussi que, lorsque la classe ouvrière met sérieusement en question le pouvoir capitaliste, l'appareil répressif de l'Etat peut s'abattre sur elle et qu'il lui faut alors se défendre.

CHARENTE-MARITIME. — La Commission Exécutive fédérale du PSU se réunira le dimanche 22 septembre, à 9 h 30 à la Mairie de Pisony. A cette occasion les responsables fédéraux accueilleront les nouveaux militants.

L'ordre du jour sera essentiellement consacré à l'étude de la situation fédérale et aux perspectives de développement de l'influence du parti.

● Chaque jeudi TRIBUNE SOCIALISTE

vous propose les solutions de l'alternative socialiste aux problèmes de l'actualité :

- l'emploi - la décolonisation de la province
- la lutte extra-parlementaire.
- contre l'impérialisme américain.
- pour une Europe des travailleurs
- la recherche d'une culture populaire.
- contre la soumission de la presse et de l'information, etc...

Des rubriques permanentes

ABONNEZ-VOUS
SOUTENEZ « T.S. »

- 6 mois 18 F
- 1 an 35 F
- Soutien à partir de 70 F

54, bd Garibaldi
Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58-26-65

Manuel Bridier démissionne de France-URSS

Voici le texte de la lettre adressée par Manuel Bridier à l'Association France-URSS.

Chers camarades,

Reentrant à Paris après une absence de quelques semaines je vous prie de vouloir bien prendre acte de ma démission de l'Association France-URSS à compter du 21 août dernier, date de l'entrée à Prague des forces d'occupation du Pacte de Varsovie.

J'ai pris connaissance avec intérêt du communiqué par lequel le Bureau National de votre association a exprimé son désac-

Action culturelle

Continuons le débat

Des feux de mai à ceux de la saison qui s'annonce en passant par ceux de l'été et notamment par ceux du Festival d'Avignon, le débat culturel s'approfondit. Nous avons toujours tenu dans ces colonnes à y participer, fût-ce modestement et dans l'acceptation d'opinions diverses, rarement contradictoires, parfois divergentes. Nos lecteurs se souviennent en particulier des enquêtes répétées au sujet des Maisons de la Culture, de l'attention accordée aux films que l'actualité désigne à la réflexion, à l'approche d'une présence musicale qui tranche sur son habituel gardiennage traditionnel ou bien encore de la mise en évidence d'un théâtre qui se veut populaire au moins en théorie. Nous poursuivrons dans cette direction, mais nous ne saurions le faire qu'en tenant compte de mai et de ses suites. Mais là, si l'audace doit être de rigueur, il ne faudrait pas ignorer que la démagogie fleurit partout, y compris sur le terrain de la contestation. Un exemple, l'affaire d'Avignon : salubre dénonciation d'une entreprise souvent ambiguë mais selon des procédés eux aussi pour le moins ambigus. Lebel n'est pas notre idéal, on ne saurait penser qu'il l'est pour un public authentiquement populaire et ouvrier en premier lieu. En un mot, la contestation n'est pas incontestable, et en tout cas les contestataires ne le sont pas forcément. Il doit y avoir une dialectique de la contestation et l'auto-critique ne saurait lui être étrangère. En sens inverse, la dénonciation de la confusion culturelle est opportune. Dans cet esprit nous proposons à nos lecteurs, sous forme de document exclusif, le texte de conclusion auquel étaient parvenus les vingt-trois directeurs des Théâtres populaires et Maisons de la culture réunis en conclave à Villeurbanne à l'occasion des événements de mai. Cette publication, relancera le débat. Mais il n'y a pas que cela. Car si Vilar est contesté en Avignon, et si cela ne laisse pas de nous conduire à réfléchir, il y a plus près de nous et sans que cela ne souffre la moindre restriction, le limogeage des journalistes de la T.V. et celui de J.-L. Barrault.

Le Malraux de son maître

S'agissant de la T.V., non seulement le geste est bas, il est révélateur. L'information et la culture sont bien des domaines de la chasse gardée. L'information notamment. Il faudra y revenir plus longuement, mais répétons d'ores et déjà, une fois de plus, que tout programme socialiste se doit d'aborder de front l'organisation de l'information. A

l'occasion des élections de juin des éléments de réflexion furent avancés dans ces colonnes repris ensuite après la parution du livre de J. Schwœbel sur la presse (1). Prélude à une démarche plus systématique.

Quant à J.-L. Barrault, soyons net : comme pour Vilar les motifs à critiques ne font pas défaut ! Mais estimez-vous qu'il n'en va pas de même pour bien des journalistes de la T.V. ? Cela doit-il nous retenir de dénoncer la mise au rancart purement et simplement répressive. Il y a dans l'excellent livre de Ph. Labro « Ce n'est qu'un début » (2), signées P. Marcabru, deux pages étincelantes de justesse sur les tics et les limites de Barrault comme d'ailleurs sur ceux de l'Odéon occupé. On y souscrit pleinement ! Mais pour autant on n'oublie pas l'Henry VI de Shakespeare, le Numance de Cervantès, ou la Tentation de Saint Antoine de Flaubert en collaboration avec Béjart. Ou bien encore le théâtre des Nations. La présentation de Claudel avait vieilli, les « Paravents » de Genêt nous semblaient de la fausse avant-garde, etc...

Comme nous le disaient lors d'un petit Festival de Provence (Valréas), en août dernier, le directeur de la Maison de la Culture de Thonon et André Steiger l'un des adapteurs de Brecht, « si ces hommes-là sont éliminés, quelles que soient leurs limites, ce qui viendra ensuite sera de toutes manières, pire ». Pessimisme ! Non réalisme ! Et il faut bien voir qu'à la déplorer, l'on ne saurait nier cette triste vérité. Ainsi l'ambiguïté ne fait que croître. La banale saison théâtrale qui débute à Paris laissera-t-elle même la moindre place à une telle ambiguïté ! Nous y reviendrons très prochainement, ne serait-ce que parce que deux nouvelles entreprises nous paraissent devoir retenir notre attention : l'ouverture du Théâtre de l'Ouest parisien et celle du Théâtre de la Ville en l'emplacement du ci-devant Sarah-Bernhardt (3).

Ces quelques lignes ne constituent qu'un survol du débat. Avec le concours de nos lecteurs, l'équipe de « T.S. » s'efforcera, au cours de l'année qui s'ouvre, de le muscler, de l'approfondir, et d'en tirer les leçons culturelles comme politiques !

Claude GLAYMAN.

(1) Cf. l'article « Le pouvoir des journalistes » dans « T.S. » du 18 juillet.

(2) « Ce n'est qu'un début ». Edition Spéciale, 273 p., 18 F.

(3) Le Théâtre de la Ville vient de publier le numéro 1 de son journal, où l'on trouve de nombreux renseignements. Ecrire, 57, bd Sébastopol, Paris (1^{er}).



La Maison de la Culture de Bourges.

La déclaration de Villeurbanne

Nos lecteurs trouveront ci-joint un document exclusif, le texte de la déclaration des directeurs des Théâtres Populaires et des Maisons de la Culture réunis en comité permanent à Villeurbanne aux mois de mai et juin derniers. Les intertitres sont de la rédaction de « T.S. ». En outre il nous a paru intéressant de joindre à cette prise de position les notes qui résument les interventions de notre ami Francis Jeanson, en dépit du caractère peu journalistique de leur restitution. L'intérêt des idées est ici prépondérant et d'autre part nous ne nous sommes pas cru autorisés à « réwriter » ces différents propos. Il va de soi que nous tiendrons informés nos lecteurs de toutes les suites qui pourraient être apportées aux engagements pris publiquement par les principaux responsables de la « culture populaire » en France.

* Francis Jeanson, collaborateur des « Temps Modernes », est en principe désigné comme futur directeur de la Maison de Culture de Châlons-sur-Marne.

Jusqu'à ces derniers temps, la culture en France n'était guère mise en cause par les non-cultivés que sous la forme d'une indifférence dont les cultivés, à leur tour se souciaient peu. Ça et là, toutefois, certaines inquiétudes se faisaient jour, certains efforts étaient entrepris avec le désir de s'arracher à l'ornière, de rompre avec le rassurant souci d'une plus équitable répartition du patrimoine culturel. Car la simple « diffusion » des œuvres d'art, même agrémentée d'un peu d'animation, apparaissait déjà de plus en plus incapable de provoquer une rencontre effective entre ces œuvres et d'énormes quantités d'hommes et de femmes qui s'acharnaient à survivre au sein de notre société mais qui, à bien des égards, en demeuraient exclus : contraints d'y participer à la production de biens matériels mais privés des moyens de contribuer à l'orientation même de sa démarche générale. En fait, la coupure ne cessait de s'aggraver entre les uns et les autres, entre ces exclus et nous tous,

qui, bon gré mal gré, devenions de jour en jour davantage complices de leur exclusion.

L'éclairage de mai

D'un seul coup, la révolte des étudiants et la grève des ouvriers sont venues projeter sur cette situation familière et plus ou moins admise, un éclairage particulièrement brutal. Ce que nous étions quelques-uns à entrevoir, et sans trop vouloir nous y attarder, est devenu pour tous une évidence : le viol de l'événement a mis fin aux incertitudes de nos fragiles réflexions. Nous le savons désormais, et nul ne peut plus l'ignorer : la coupure culturelle est profonde, elle recouvre à la fois une coupure économique-sociale et une coupure entre générations. Et dans les deux cas, c'est — au plan qui nous concerne — notre attitude même à l'égard de la culture qui se trouve mise en question de la façon la plus radicale. Quelle que soit la pureté de nos intentions, cette attitude apparaît en

effet à une quantité considérable de nos concitoyens comme une option faite par des privilégiés en faveur d'une culture héréditaire, particulariste, c'est-à-dire tout simplement bourgeoise.

Il y a d'un côté le *public*, notre public, et peu importe qu'il soit, selon les cas, actuel ou potentiel (c'est-à-dire susceptible d'être actualisé au prix de quelques efforts supplémentaires sur le prix des places ou sur le volume du budget publicitaire) ; et il y a, de l'autre, un *non-public* : une immensité humaine composée de tous ceux qui n'ont encore aucun accès ni aucune chance d'accéder prochainement au phénomène culturel sous les formes qu'il persiste à revêtir dans la presque totalité des cas.

Parallèlement, il y a un enseignement officiel de plus en plus sclérosé, qui n'ouvre plus aucune perspective de culture, en quelque sens que ce soit ; et il y a une quantité croissante de jeunes qui refusent de s'intégrer à une société aussi peu apte à leur fournir la moindre chance de devenir, en son sein, de véritables adultes.

La fonction même qui nous a été assignée nous impose, sur ces deux plans, de nous considérer comme responsables à l'égard d'une situation que nous n'avons certes pas voulue, et que nous avons souvent dénoncée, mais dont il nous incombe en tous cas d'entreprendre au plus tôt la transformation en usant de tous les moyens compatibles avec notre mission.

Le « non-public », cet inconnu

Or le premier de ces moyens, celui qui commande l'usage de tous les autres, ne dépend que de nous à cette impasse radicale dans laquelle se trouve aujourd'hui la culture, seule une attitude radicale peut en effet s'opposer avec quelque chance de succès. A la conception traditionnelle dont nous avons été jusqu'ici plus ou moins victimes, il convient de substituer sans réserve et sans nuance, tout au moins dans un premier temps, une conception entièrement différente qui ne se réfère pas *a priori* à tel contenu pré-existant mais qui attend de la seule rencontre des hommes la définition progressive d'un contenu qu'ils puissent reconnaître. Car il est maintenant tout à fait clair qu'aucune définition de la culture ne sera valable, n'aura de sens, qu'au prix d'apparaître utile aux intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire dans l'exacte mesure où le « non-public » y pourra trouver l'instrument dont il a besoin. Et ce que nous pouvons déjà tenir pour assuré, c'est qu'elle devra par conséquent lui fournir — entre autres choses — un moyen de rompre son actuel isolement, de sortir du ghetto, en se situant de plus en plus consciemment dans le contexte social et historique, en se libérant toujours mieux des mystifications de tous ordres qui tendent à le rendre

en lui-même complice de situations réelles qui lui sont infligées.

C'est pourquoi tout effort d'ordre culturel ne pourra plus que nous apparaître vain aussi longtemps qu'il ne se proposera pas expressément d'être une entreprise de *politisation* : c'est-à-dire d'inventer sans relâche, à l'intention de ce « non-public », des occasions de se politiser, de se choisir librement, par-delà le sentiment d'impuissance et d'absurdité que ne cesse de susciter en lui un système social où les hommes ne sont pratiquement jamais en mesure d'inventer ensemble leur propre humanité.

De l'héritage au ressaisissement

C'est pourquoi nous refusons délibérément toute conception de la culture qui ferait de celle-ci l'objet d'une simple transmission. Non point que nous tenions pour nul ou contestable en soi, cet héritage sans lequel nous ne serions peut-être pas en mesure d'opérer nous-mêmes aujourd'hui cette contestation radicale : mais parce que nous ne pouvons plus ignorer que, pour la très grande majorité de nos contemporains, l'accès à cet héritage passe par une entreprise de ressaisissement qui doit avant tout les mettre en mesure d'affronter et de pratiquer, de façon de plus en plus efficace, un monde qui, de toutes façons, n'a pas la moindre chance de s'humaniser sans eux.

C'est avec eux, au-delà du public que nous avons déjà réuni, que nos diverses entreprises doivent nous permettre d'établir des rapports, et cette urgence-là doit infléchir de façon décisive l'ensemble de notre action. Si le mot de culture peut encore être pris au sérieux, c'est dans la mesure où il implique l'exigence d'une intervention effective tendant à modifier les rapports actuels entre les hommes, et, par conséquent, d'une enquête active entreprise de proche en proche en direction de tous : enfin, une authentique *action culturelle*.

Nous ne sommes ni des étudiants ni des ouvriers, et nous ne disposons d'aucun pouvoir de pression qui soit d'ordre numérique : la seule justification convenable de notre existence publique et de nos exigences réside dans la spécificité même de cette fonction de mise en rapport et dans l'actuelle mise en lumière du contexte social où nous avons à l'exercer. Mais une telle fonction se condamnerait d'emblée à demeurer impraticable si les moyens lui étaient refusés de s'affirmer créatrice dans tous les domaines qui sont de son ressort. Parler de *culture active*, c'est parler de *création permanente*, c'est invoquer les ressources mêmes d'un art qui est sans cesse en train de se faire. Et le théâtre, à cet égard, apparaît aussitôt comme une forme d'expression privilégiée parmi toutes les formes d'expression possible, en tant qu'il est une œuvre humaine collective proposée à la collectivité des hommes.

Priorité au théâtre

C'est pourquoi nous tenons à affirmer, au principe même de nos diverses entreprises, la nécessité d'une étroite corrélation entre la création théâtrale et l'action culturelle. Car la première a sans doute besoin de la seconde pour pouvoir s'adresser de plus en plus réellement à cette collectivité humaine qu'elle vise ; mais la seconde a pareillement besoin de la première, dans la mesure où une certaine dramatisation ou théâtralisation, non mystifiante, des contradictions qui hantent l'homme peut considérablement favoriser la conscience qui en est prise au sein d'une société donnée.

Nous nous engageons donc à maintenir en toute circonstance ce lien dialectique entre l'action théâtrale (ou plus généralement artistique) et l'action culturelle, afin que leurs exigences respectives ne cessent pas de s'enrichir mutuellement, jusque dans les contradictions mêmes qui ne manqueront pas de surgir entre elles.

Telle est la seule base sur laquelle nous pouvons désormais envisager la poursuite de nos efforts. Mais il reste que les modalités d'application de cette orientation fondamentale devront être définies en liaison étroite avec les intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire : d'une part avec le personnel de nos entreprises respectives et d'autre part avec les différents secteurs de la population, le « non-public » (à travers les relais de tous ordres qui, de proche en proche, nous permettent d'accéder à lui), les étudiants et le public déjà constitué.

A ce degré de lucidité où nous voici contraints, sous la pression des secteurs les plus dynamiques de la collectivité, qui ne tiendrait pour scandaleux qu'au niveau même de nos activités dites « culturelles », la culture, précisément ne retrouve pas le pouvoir de contestation positive qui a toujours été le signe de sa vitalité ?

Ce sont les moyens de ce pouvoir qu'au nom de tous il nous faut maintenant exiger, si nous ne voulons pas être contraints de trahir, ou d'abandonner la cause même qui nous a été officiellement confiée.

En conséquence et pratiquement, les directeurs des théâtres populaires et des Maisons de la culture :

— CONTESTENT la conception actuelle des Maisons de la Culture, jugent impraticables leurs statuts et demandent qu'il soit sursis à toute construction nouvelle, jusqu'à ce qu'une définition claire et cohérente de ces établissements soit élaborée.

— AFFIRMENT qu'une véritable politique culturelle ne peut pas être réalisée avec des crédits qui correspondent à 0,43 % du budget national, alors que le rapport minimum devrait être de l'ordre de 3 %, aucune collectivité locale ou régionale ne devant, pour sa part, échapper à cette règle.

— PROTESTENT contre la disparité injustifiable qui sévit, d'une part entre les subventions des divers établissements nationaux de Paris, et d'autre part entre lesdites subventions et celles des établissements homologues de banlieue ou de province, une telle disparité mettant en cause l'idée même de décentralisation.

— JUGENT NECESSAIRE l'établissement des schémas financiers minima adaptés aux différentes catégories d'activités culturelles subventionnées par l'Etat.

— S'INQUIETENT de l'actuel éparpillement des compétences administratives et des moyens financiers dans la politique culturelle de l'Etat et des collectivités locales.

— REVENDIQUENT d'être représentés à toute délibération concernant la réforme de l'enseignement, l'aménagement du territoire et le plan, réclament une refonte du Conseil économique et social et un élargissement de sa compétence au domaine culturel.

— ESTIMENT indispensable au développement complet de leur action, que l'intérêt porté aux problèmes culturels soit considérablement élargi dans les divers organes d'information : presse nationale et régionale, O.R.T.F., postes périphériques, etc. D'une façon générale souhaitent établir avec l'O.R.T.F. rénové des liens plus étroits et plus constants.

— PRECONISENT une réforme radicale des divers enseignements artistiques, se réjouissent des remises en cause spontanées qui s'opèrent actuellement dans ce domaine et dénoncent l'irresponsabilité des cours artistiques privés.

— SOULIGNENT l'urgence d'inclure l'étude du Théâtre pour l'enfance dans toute réflexion sur la Culture et de prévoir son financement dans le cadre du budget des Affaires culturelles.

— PROVOQUERONT dans le meilleur délai possible une assemblée générale de l'A.T.A.C. (*) afin de reconsidérer la fonction de cette association, ses statuts, son avenir et son mode de représentation auprès des pouvoirs publics.

— DECIDENT de maintenir entre eux un lien permanent et mettent dès maintenant à l'étude, outre les problèmes esquissés ci-dessus, les points suivants : co-gestion de leurs entreprises, développement des troupes permanentes, statuts des troupes permanentes, des centres dramatiques, des théâtres nationaux et des tournées non commerciales, conception des lieux de spectacle, fiscalité, aide aux auteurs, création d'un secteur expérimental, monopole de la Société des Auteurs, etc. □

(*) Association Technique d'Action Culturelle.

Intervention de Francis Jeanson

● Sur la création

- Erreur d'aiguillage ; nous allons vers la rédaction d'une « motion » au lieu de faire le point, de nous remettre en question...
- La discussion s'est polarisée sur les Maisons de la Culture : or il est difficile d'en parler, étant donné la diversité des expériences :

- sont apparues des divergences fondamentales, inquiétantes...
- sur le problème des Conseils d'Administration, ne peut-on prévoir des formules nouvelles, avec représentation des usagers ?
- la critique des M.C. n'est pas forcément une critique du régime, une critique du système ; et l'auto-critique ? ne vaudrait-il pas mieux nous mettre en cause nous-mêmes au départ ? certains ont, en fait, « essuyé les plâtres » dans cette aventure, en recevant les M.C. sur les épaules sans préparation suffisante : cela condamne-t-il les M.C. en tant que telles ?

- Si nous votons une motion très radicale et que nous ne pouvons pas ensuite la faire passer dans la pratique, nous aurons perdu notre temps.

- Sur le problème de la création. On n'a exprimé que le dilemme « création ou diffusion ». Il y a là-dedans une absente : l'action culturelle, c'est-à-dire la dimension capitale d'aujourd'hui ; car c'est selon elle que nous pouvons redonner toute sa valeur au patrimoine et à la création. Il y a eu aussi un grand absent : le « non-public », le seul qui puisse nous faire sortir de l'ornière.

Qu'est-ce que la culture, sinon le refus de la rupture entre le public et le non-public qui s'est établie dans notre société ? Il s'agit d'aider les gens à acquérir les moyens de se situer consciemment par rapport à leurs aliénations et de se libérer de leur sentiment d'impuissance...

- Nous constituons ici quelque chose de très important : nous devons en tirer le meilleur parti. Nous sommes un milieu étonnant d'où tout peut sortir parce qu'il est complètement bâtard : culture classique + exigence de culture vivante, art avec son exigence la plus haute + besoin du rapport aux hommes qui ne sont pas en rapport avec cet art... un milieu bâtard, avec des ramifications dans tous les sens...

- L'action culturelle est une enquête permanente et active sur le terrain ; nous devons faire des propositions — plus ou moins bonnes — qui amènent des réactions, de la vie, en retour... C'est ainsi que l'art nouveau doit s'in-

venter à travers le maximum de relais qui, de proche en proche, combleront l'immense fossé qui nous sépare du « non-public ».

- D'où la nécessité d'une dialectique permanente entre création et action culturelle ; nous devons donner à l'action culturelle la même priorité qu'à la création, et trouver les modes d'articulation entre l'une et l'autre, ainsi qu'entre elles deux et la diffusion conçue comme un moyen mis à leur service.

- Jusqu'ici tout se passait comme si l'action culturelle ne pouvait être qu'un moyen d'amener davantage de public au théâtre... Autonomie de finalité de l'action culturelle pour pouvoir l'articuler sur l'art : préparer des hommes à être plus accessibles au contexte réel (par des moyens divers) pour qu'ils puissent ensuite aller au théâtre. L'action culturelle est une entreprise de politisation radicale, à la racine.

Politisation : travail pour fournir aux hommes les moyens de se politiser, de se choisir politiquement (pas de les politiser), de se choisir culturellement (pas de les cultiver), d'avoir des exigences.

- Il ne s'agit en aucun cas d'amoindrir l'exigence artistique. L'action culturelle a besoin d'un centre de création pour agir. Maintien en couple capital : création de l'art et création d'un public...

Le public a fonctionné finalement comme un piège vis-à-vis de ceux qui se sont mouillés là-dedans, dans l'aventure des M.C... Ces hommes se sont trouvés aux prises avec une réussite qui les a « possédés » : cette réussite est devenue un piège... Nous devons reconsidérer cette réussite, et lui attribuer un sens d'échec en tant que transition obligatoire.

- Les M.C. doivent franchir un seuil en ce qui concerne le public. L'action culturelle, qui doit être le souci de tous, doit être condamnée en tant que telle si elle ne fait pas un pari envers le non-public (notre « ciment », notre cohésion). L'action culturelle appelle au secours l'art : la création au sens le plus exigeant du terme.

Les M.C. ne doivent plus être des « garages culturels », mais devenir des centres de pulsion vers l'extérieur ; elles doivent faire entrer d'abord les travailleurs, les autres suivront toujours...

- Il ne s'agit plus de « refiler une marchandise », aussi belle soit-elle, de la distribuer en parts égales, de la diffuser. Il s'agit d'entrer en rapport effectif avec les gens pour leur fournir les



Barrault : Malraux sert son maître.

moyens de se situer : il faut créer des besoins.

- Nous devons donc nous engager totalement dans la dimension « action culturelle », et celle-ci réclame avec force le soutien et le concours de la création. Lions très fort les deux aspects, avec revendications budgétaires à l'appui...
- Trouver un théâtre nouveau avec des formes nouvelles pour un public nouveau.

● Sur le « non-public »

- La culture vivante, c'est la culture qui permet aux hommes de se vouloir hommes :

- de se faire hommes, déjà, en entreprenant de s'en donner les moyens, en dépit et à l'encontre de tout ce qui, objectivement, les en empêche encore ;

- c'est-à-dire à l'encontre de tout ce qui est, de tout ce qui est déjà là : de la nature, des structures, de la culture elle-même, en tant qu'elle est passée, en tant qu'elle a cessé de se faire contre la nature, contre les structures, etc.

- c'est-à-dire contre le « pratico-inerte ».

- Or il est vain, aujourd'hui, de prétendre inventer cette culture vivante à l'écart de la quasi-totalité des hommes vivants, dans un monde de plus en plus « mondialisé »...

Le « pratico-inerte », c'est justement cette coexistence de tous les hommes : coexistence effective, sans solidarité pratique, où chacun fait séparément les mêmes choses en même temps, de sorte que les résultats sont catastrophiques pour tous (exemple du déboisement en Chine). Chaque

homme ne considère pas les autres, mais l'Autre, et cet Autre est une menace, un danger : l'ennemi.

- La culture vivante, c'est avant tout ce qui se fait (ou se défait...) jour après jour au niveau des hommes — de tous les hommes — dans leurs rapports entre eux. C'est là qu'elle s'invente.

- En essayant d'inventer des rapports nouveaux avec le « non-public », il ne s'agit pas de renier notre attachement à la culture déjà là, MAIS de faire en sorte que ce « non-public » puisse se situer, se dire, s'exprimer, de plus en plus consciemment... ensuite il pourra lui-même accéder aux œuvres du passé, dans des conditions telles que leur rencontre lui deviendra profitable.

- Il ne faut pas confondre « public potentiel » et « non-public » :

- Le public potentiel est la frange du public qui peut être atteint par des efforts supplémentaires dans le sens de la publicité, relations publiques, abaissement du prix des places, etc... Le non-public n'est pas accessible par des moyens de cet ordre.

- Le « non-public » est notre seule masse, qui demeure inexistante sur le plan culturel... mais qui s'est manifestée, durant ces derniers événements, sous forme de jeunes en colère et d'ouvriers en grève, et nous nous en sommes déclarés solidaires.

- Mais notre action ne saurait être d'ordre politique : notre force est de poser le problème politique en termes culturels, c'est-à-dire au plan où nous pouvons prendre solidairement, ensemble, un type spécifique de responsabilités, qui est notre seul lien véritable.

- La « politisation » dont nous parlons consiste à vouloir fournir des prises réelles sur les différents langages de notre époque : le langage se parle tout seul à travers nous : nous en avons perdu le maniement et la maîtrise (nous sommes victimes de « clichés »).

- L'action culturelle ne s'adresse donc pas aux masses... en tant que telles : elle est une enquête active et permanente, créatrice de rapports nouveaux.

- Ceux qui veulent repartir à zéro, faire « table-rase », se prennent pour une classe.

La solidarité n'est possible qu'au niveau d'une classe économiquement définie, ou au niveau d'une communauté de responsabilités. Entre les deux, il ne peut y avoir que des groupes instables, inconsistants, sans aucune solidarité réelle (sauf au degré zéro, dans la négation préalable), et par conséquent sans pouvoir pour discuter avec le Pouvoir. □

Front Uni contre la Répression

Face à la même vengeance

Philippe Laubreaux

En cet automne 68, il est des mots que la classe politique française cherche à tout prix à exorciser. « Répression » est de ceux-là et, pour tous ceux qui cherchent à se persuader ou à persuader qu'« il ne s'est rien passé » ou au mieux qu'un bref entr'acte voit aujourd'hui revenir une situation jugée « normale », la libération d'Alain Krivine et de ses camarades permet de respirer. L'arrestation des leaders de la J.C.R. ayant fait d'eux, et sans doute bien malgré eux, des porte-parole de la répression gouvernementale, leur sortie tendrait à les faire passer pour des images de la « libéralisation gaullo-fauriste ».

Les arrestations de militants au cours de ces mois d'été ne se sont pas limitées à celle de Krivine. A travers toute la France, à Beauvais, à Marseille, à Blois, à Strasbourg, à Rennes, à Bordeaux, à Rouen, à Paris, des dizaines de jeunes gens sont gardés à vue, inculpés, détenus une ou plusieurs semaines. Même si aujourd'hui la plupart des emprisonnés ont été mis en liberté provisoire, ceci ne saurait nous faire oublier les procédés qui ont été employés, cette hargne qu'a mis la machine judiciaire à découvrir ce fameux « complot » qui aurait permis d'expliquer aux foules inquiètes ce qui s'était passé dans ce pays aux mois de mai et juin. Ceci n'a malheureusement, malgré les moyens mis en œuvre, pu être réalisé mais tout a été bon : utilisation des procédures mises au point contre les Ligues fascistes (dissolution de onze groupements de gauche en application de la loi du 10 janvier 1936 ; informations ouvertes par la Cour de Sécurité de l'Etat, initialement mise en place pour juger les tueurs de l'O.A.S.) ; application de mesures d'urgence (l'article 30 du Code de Procédure Pénale permettant aux Préfets les innombrables perquisitions et gardes à vue du mois de juin) reprise de la procédure de flagrant délit abandonnée en mai sous la pression du mouvement populaire et pour des faits sans aucune gravité (à qui fera-t-on croire que l'ordre public était menacé parce qu'un cageot brûlait boulevard Saint-Michel, le 27 juillet au soir ?). Comment qualifier cette accumulation de moyens, ce véritable arsenal de guerre mis au point pour remplir un dossier qui reste désespérément vide ? Il serait grave de ne pas s'en souvenir et ne pas garder l'image d'un Etat policier prêt à tout pour parvenir à ses fins.

De De Gaulle à Bercot

D'autant plus que l'exemple venu de haut permet à chacun de s'organiser sa petite répression personnelle. Ainsi le patronat, loin d'être dans ce

domaine retardataire, s'est livré dès le mois de juillet à une véritable chasse au délégué syndical et à l'ouvrier « ayant un peu trop fait parler de lui en mai ». Sans que la liste soit exhaustive, des cas précis de répression nous ont été signalés dans des entreprises de Saint-Quentin, de Fresnoy-le-Grand, de Granges, de Bordeaux, de Neuville-au-Bois, de Cannes, d'Azerailles, d'Essay-les-Nancy, de Grenoble, d'Amboise, de Miramont-de-Guyenne, de Paris, de Dijon, d'Issy-les-Moulineaux. Sans oublier les deux séries de licenciements collectifs chez Citroën. Parallèlement, les patrons constituent partout des syndicats indépendants, véritables officines policières destinées à faire pression sur la classe ouvrière et à mener la lutte contre les éléments dynamiques du mouvement. Bien sûr, les licenciés pour fait de grève pourraient tenter des procédures. Mais peu importe au patron de payer. Ce qu'il veut, c'est que son pouvoir ne soit plus contesté. De De Gaulle à Bercot, la même crainte et la même vengeance.

Enfin, pour plus discrète qu'elle soit, la répression s'étend à tous les domaines touchés par le mouvement de mai. Ainsi certaines informations nous inspirent-elles les plus grandes craintes sur les pressions exercées dans certains lycées. Ainsi certaines condamnations par les Tribunaux militaires sont à mettre en rapport avec les essais de création de Comités d'Action dans quelques unités. Ainsi, outre les 102 licenciements de journalistes à l'O.R.T.F., les menaces ne se sont pas estompées pour d'autres catégories de personnel de l'Office (réalisateurs, techniciens, artistes, etc.). Ainsi susurre-t-on que la saisie du journal « Action » en juillet n'est que la première d'une longue série. Ainsi les étrangers en France sont plus que jamais soumis à un double contrôle policier et patronal avec la perspective de l'expulsion dans des conditions de précipitation des plus arbitraires.

Un très large écho

On le voit, n'en déplaise à ceux qui, aveugles ou complices, vont répétant qu'« il n'y a plus de répression », c'est sur ce décor de vengeance généralisée des possédants, fanatisés par la peur, que s'ouvre la lutte de cette rentrée. C'est parce que nous avons prévu qu'il en serait ainsi et qu'il n'y avait de faiblesse à attendre de quiconque voulait avant tout préserver son autorité que notre Parti a pris l'initiative, dès le mois de juillet, d'appeler tous ceux qui se sentaient concernés par cette menace à s'unir dans un Front Uni contre la Répression. On peut dire aujourd'hui que cette proposition a reçu rapide-



A.D.N.P.

ment un très large écho. Outre l'ensemble des organisations du mouvement de mai, il s'agissait de toucher des secteurs de l'opinion prêts à se dresser contre la répression sans bien entendu impliquer un accord politique sur d'autres problèmes ni même sur ce qu'avait été l'action des uns et des autres au mois de mai. Ce souci fut compris et, si la C.G.T. et le Parti Communiste ne daignèrent pas répondre, l'accord de certaines des familles de la F.G.D.S. fut obtenu (U.C.R.G., U.G.C.S., CERES, jeunes S.F.I.O.).

Du côté syndical, des contacts ont été pris avec la C.F.D.T., la F.E.N., F.O. ; ces démarches n'ont pas encore abouti mais la porte n'est pas fermée et on peut garder l'espoir d'aboutir à un accord ? C'est d'ailleurs pour ne rien figer d'avance que les organisations signataires ont décidé de reporter jusqu'au 20 septembre la constitution officielle du Front.

Dans le même temps, tout était mis en œuvre, y compris pendant la difficile période du mois d'août, pour informer largement l'opinion et faire reculer le gouvernement. Outre les déclarations publiques, reprises assez largement dans la presse régionale, une première affiche faisait apparaître sur les murs le slogan « Organisons notre défense » et la signature du Front uni contre la répression. Les premiers fronts départementaux se créaient à Bordeaux et à Toulouse, des meetings étaient organisés à Avignon et à Nice. Chaque fois, les concours se révélaient nombreux et les assistances enthousiastes, montrant par là que la tâche que nous nous étions assignée rencontrait un réel courant populaire.

Le jugement d'un Tribunal Populaire

C'est dans ces conditions que nous avons lancé l'idée des procès publics. Il s'agit d'instruire des dossiers d'accusation, dans des conditions de contrôle et de rigueur nécessaires, sur les faits saillants de la répression telle que nous la subissons tous. Ainsi, d'ores et déjà des commissions se sont mises au travail sur l'information et l'O.R.T.F., sur la répression patronale, sur la condition des étrangers en France, sur les ligues armées et les C.D.R. Elles recensent les documents, recueillent les témoignages, classent la documentation et préparent ainsi la mise en accusation du pouvoir devant un Tribunal Populaire qui aura en mains tous les éléments de jugement. Cette action est menée en liaison bien entendu avec tous les militants concernés, que leurs organisations aient ou non rejoint encore les rangs du Front, et en particulier les militants syndicalistes, intéressés au premier chef. Elle doit associer non seulement des camarades parisiens mais les multiples groupes qui se constituent en province et qui sont à même de se procurer une information irremplaçable.

Ainsi, la situation en ce début septembre, est claire : face à un pouvoir qui ne recule pas, face à un patronat plus soucieux que jamais de revanche, le Front uni contre la répression permet à tous les militants conscients de leurs responsabilités de prendre leur part de cette lutte pour l'existence. Ceux qui s'en écarteraient ne se placeraient pas en bonne position demain pour gémir lorsque les coups les atteindront. □